

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



ORDONNANCE N° 03.008

PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N° 03.07

DU 31 JANVIER 2003

ARRETANT LE BUDGET

DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

POUR L'ANNEE 2003

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,**

- Vu l'Acte Constitutionnel n° 01 du 15 mars 2003 ;
- Vu l'Acte Constitutionnel n° 02 DU 15 mars 2003, portant Organisation provisoire des Pouvoirs de l'Etat ;
- Vu l'Acte Constitutionnel n° 03 du 12 décembre 2003, modifiant et complétant l'Acte Constitutionnel n° 02 du 15 mars 2003 portant Organisation provisoire des Pouvoirs de l'Etat ;
- Vu la Loi n° 03.07 du 31 janvier 2003, arrêtant le Budget de la République Centrafricaine pour l'exercice 2003 ;
- Vu l'Ordonnance n° 81/011 du 15 novembre 1981, portant Loi Organique relative au régime financier ;
- Vu le Décret n° 03.331 du 12 décembre 2003, portant nomination des Membres du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 03.333 du 13 décembre 2003, portant nomination des membres du Gouvernement et ses modificatifs subséquents ;
- Vu le Décret n° 03.007 du 23 avril 2003, portant création du Conseil National de Transition et ses modificatifs subséquents.

Après avis du Conseil National de Transition,

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,

ORDONNE

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

Article 1^{er} : Les recettes et les dépenses du Budget de l'Etat ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution du Budget pour l'année 2003 sont régies conformément aux dispositions de la présente Ordonnance.

Article 2 : Aucune mesure susceptible d'entraîner au-delà des montants globaux fixés par les articles ci-après, une dépense nouvelle ou une perte de recettes par rapport aux voies et moyens évalués à l'article 6 ci-dessous, ne pourra intervenir au cours de l'année 2003 sans avoir fait l'objet de l'ouverture préalable d'un crédit supplémentaire au chapitre intéressé et avant qu'aient été dégagées en contrepartie et pour un montant équivalent des ressources nouvelles ne figurant pas parmi les recettes dont il est fait état dans la présente Ordonnance.

Article 3 : Sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance, continueront d'être opérées pendant l'année 2003 conformément aux lois et règlements en vigueur :

- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus divers de l'Etat ;
- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux Etablissements Publics et Organismes divers dûment habilités.

Article 4 : Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets antérieurs en vigueur et par la présente Ordonnance, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, sous peine pour les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, d'être poursuivis pour concussion conformément aux articles 108 et 109 du Code Pénal.

Sont également passibles des peines prévues pour concussion, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation légale ou réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôts ou taxes publics ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements de l'Etat. Ces dispositions sont aussi applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales du secteur public et parapublic qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance de produits ou services de ces entreprises.

Article 5 : Tout texte portant exonération de droits de douanes, création, modification ou dégrèvement d'un impôt ou d'une taxe fiscale ou parafiscale doit être soumis à l'approbation préalable du Ministre chargé des Finances sous peine de nullité.

Article 6 : Les ressources et les charges inscrites au Budget de l'Etat pour l'année 2003 sont fixées conformément aux états de développement annexés à la présente Ordonnance.



Article 7 : Le Ministre des Finances est l'ordonnateur unique du Budget Général de l'Etat. Il peut, s'il le juge nécessaire, déléguer tout ou partie de ses prérogatives.

Article 8 : Le Ministre des Finances est tenu de produire un rapport annuel de gestion des crédits présentant la situation des engagements effectués ainsi que leur utilisation.

Article 9 : Les montants des ressources et des charges ont subi les variations suivantes :
Ressources de : **152 440 688 000 F CFA à 91 110 279 000 FCFA** réparties comme suit :

- Recettes propres : **71 130 779 000 F CFA**
- Financements extérieurs acquis : **19 979 500 000 F CFA**
-

Charges : de **170 515 128 000 FCFA à 113 654 731 000 FCFA** réparties comme suit :

- Dépenses de fonctionnement : **82 387 877 000 FCFA**
- Dépenses d' Equipement : **31 266 854 000 FCFA**

Article 10 : Le montant maximum des crédits de paiement ouverts au budget de fonctionnement pour l'année 2003 passe de : **85.271.930.000 F CFA à 82.387.877.000 FCFA**

Article 11 : Le montant maximum des crédits de paiement ouvert au Budget d'investissement pour l'année 2003 passe de : **85.253.198.000 CFA à 31.266.854.000 FCFA**

Article 12 : Le déficit prévisionnel du Budget de l'Etat au titre de l'année 2003 passe de : **18.084.440.000 FCFA à 22.544.452.000 F CFA**

Article 13 : Le besoin de financement correspondant sera assuré par la mobilisation de ressources propres et extérieures supplémentaires.

Article 14 : Pour l'exécution du Budget de l'Etat, le montant global des engagements financiers que peut contracter l'Etat au titre de l'année 2003 est fixé à : **113 654 731 000 FCFA.**



TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES

A. DISPOSITIONS FISCALES

I- IMPOT LIBERATOIRE

1. DES PERSONNES IMPOSABLES

Article 15 : les dispositions de l'article 214 bis du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 214 bis du CGI :

Il est établi, au profit du Budget de l'Etat, un Impôt Libératoire exclusif de tous autres impôts et taxes à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, auquel sont soumises toutes les personnes physiques qui exercent en République Centrafricaine un commerce, une industrie, une profession ne figurant pas dans la liste des exemptions permanentes, et dont le chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises n'excède pas 30.000.000 FCFA.

Lire :

Article 214 bis du CGI :

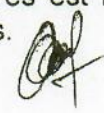
Il est établi, au profit du Budget de l'Etat, un Impôt Libératoire exclusif de tous autres impôts et taxes, auquel sont soumises toutes les personnes physiques qui exercent en République Centrafricaine un commerce, une industrie, une profession ne figurant pas dans la liste des exemptions permanentes, et dont le chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises n'excède pas 30.000.000 FCFA.

Article 16 : Les dispositions de l'article 214 bis 1 du code général des impôts sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 214 bis 1 du CGI :

Les exploitants individuels imposés d'après le régime du réel dont le chiffre d'affaires annuel s'abaisse au dessous de la limite prévue à l'article 214 bis ne sont soumis au régime de l'impôt libératoire que lorsque leur chiffre d'affaires est resté inférieur à cette limite pendant trois exercices consécutifs de douze mois.



Ils doivent notifier leur choix au Service des Impôts de leur résidence fiscale au plus tard le 15 Janvier de l'année d'imposition. L'option n'est valable que pour ladite année et les deux années suivantes pendant lesquelles elle est irrévocable.

Lire :

Article 214 bis 1 du CGI :

Les exploitants individuels imposés d'après le régime du réel dont le chiffre d'affaires annuel s'abaisse en dessous de la limite prévue à l'article 214 bis sont systématiquement soumis au régime de l'impôt libératoire.

Les exploitants individuels qui exercent des activités non prévues au tarif de l'impôt libératoire demeurent soumis à la contribution des patentes quel que soit le montant du chiffre d'affaires annuel déclaré.

2. DES OBLIGATIONS DES PERSONNES IMPOSABLES

Article 17 : les dispositions de l'article 214 bis 11 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 214 bis 11 du CGI :

Les contribuables soumis au régime de l'impôt libératoire doivent tenir et présenter à toute réquisition des Agents de l'Administration des Impôts, les documents comptables suivants :

- Un journal des achats ;
- Un journal des ventes ou des prestations réalisées ;
- Un livre d'inventaire des stocks.

Lire :

Article 214 bis 11 du Code Général des Impôts (CGI) :

Sous réserve des dispositions de l'article 255 bis du Code Général des Impôts, les contribuables soumis au régime de l'impôt libératoire ne sont pas autorisés à facturer la taxe sur la valeur ajoutée, ni à transmettre un droit à déduction au titre de cette taxe.

Les contribuables soumis au régime de l'impôt libératoire doivent tenir et présenter à toute réquisition des Agents de l'Administration des Impôts, les documents comptables suivants :

- un journal des achats ;
- un journal des ventes ou des prestations réalisées ;
- un livre d'inventaire des stocks.

Ces documents comptables doivent être conservés pendant un délai de dix (10)ans sous peine des sanctions prévues par les dispositions du Code Général des Impôts.



3. DU TARIF DE L'IMPOT LIBERATOIRE

Article 18 : le tarif de l'impôt libératoire est modifié et complété comme suit :

Au lieu de :

PROFESSIONS LIBERALES ET PRESTATIONS DE SERVICES

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Profession Libérale et prestations de service	Inférieur à 1.500.000	282.000	0,30	84 600
	De 1.500.001 à 3.000.000	565.000	0,30	169 500
	De 3.000.001 à 5.000.000	847.000	0,30	254 100
	De 5.000.001 à 10.000.000	1.695.000	0,30	508 500
	De 10.000.001 à 15.000.000	2.542.000	0,30	762 600
	De 15.000.001 à 20.000.000	3 390 000	0,30	1 017 000
	De 20.000.001 à 25.000.000	4 237 000	0,30	1 271 100
	De 25.000.001 à 30.000.000	5 085 000	0,30	1 525 500

COMMERCE

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Commerçant, Trafiquant, Ambulant, Animal, Bicyclette, Motocyclette, Pirogue, Automobile sans limite, Commerçant de bétail	De 500.000 à 1.500.000	343.000	0,30	120.900
	De 1.500.001 à 3.000.000	686.000	0,30	206.800
	De 3.000.001 à 10.000.000	1.631.000	0,30	489.300
	De 10.000.001 à 25.000.000	2.175.000	0,30	652.500
	De 25.000.001 à 30.000.000	2.718.000	0,30	815.400

Lire :**PRESTATIONS DE SERVICES**

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Prestations de service	Inférieur à 1.500.000	282.000	0,30	84 600
	De 1.500.001 à 3.000.000	565.000	0,30	169 500
	De 3.000.001 à 5.000.000	847.000	0,30	254 100
	De 5.000.001 à 10.000.000	1.695.000	0,30	508 500
	De 10.000.001 à 15.000.000	2.542.000	0,30	762 600
	De 15.000.001 à 20.000.000	3 390 000	0,30	1 017 000
	De 20.000.001 à 25.000.000	4 237 000	0,30	1 271 100
	De 25.000.001 à 30.000.000	5 085 000	0,30	1 525 500

COMMERCE

PROFESSION OU ACTIVITE	CHIFFRE D'AFFAIRES	COTISATION DE BASE	COEFFICIENT	MONTANT ANNUEL DE L'IMPOT
Commerçant, Trafiquant, Ambulant, Animal, Bicyclette, Motocyclette, Pirogue, Automobile sans limite, Commerçant de bétail	De 500.001 à 1.000.000	171.500	0,30	51.450
	De 1 000.000 à 1.500.000	343.000	0,30	102.900
	De 1.500.001 à 3.000.000	686.000	0,30	206.800
	De 3.000.001 à 10.000.000	1.631.000	0,30	489.300
	De 10.000.001 à 25.000.000	2.175.000	0,30	652.500
	De 25.000.001 à 30.000.000	2.718.000	0,30	815.400

Le reste sans changement

II – IMPOSITION DES TRAITEMENTS PUBLICS ET PRIVES, DES INDEMNITES ET EMOLUMENTS , DES SALAIRES, DES PENSIONS ET RENTES VIAGERES**DES PERSONNES IMPOSABLES**

Article 19 : Il est créé au Code Général des Impôts un article 56 bis relatif à l'application de la Convention Collective du Commerce en cas d'absence de salaire .

Article 56 bis du CGI :

En l'absence d'un document comptable permettant d'établir avec exactitude le salaire versé à un employé, celui-ci est déterminé par application de la Convention Collective de la catégorie socio - professionnelle de l'employeur.



CHAPITRE UNIQUE

III - IMPOT SUR LES SOCIETES

Article 20 : les dispositions de l'article 29 de la Loi de Finances 2003 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

(Directive CEMAC relue et corrigée)

IV - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

CHAMP D'APPLICATION

LES ASSUJETTIS

Article 21 : les dispositions de l'article 230 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 230 du CGI :

Sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, les personnes physiques ou morales y compris les collectivités publiques et les organismes de droit public, qui réalisent à titre habituel ou occasionnel et d'une manière indépendante, des opérations imposables entrant dans le champ d'application de la taxe et accomplies dans le cadre d'une activité économique effectuée à titre onéreux.

Les personnes ci-dessus définies qui effectuent de manière indépendante une activité économique sous leur propre responsabilité et qui jouissent d'une totale liberté dans l'organisation et l'exécution des travaux qu'elle comporte sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), quels que soient leur statut juridique, leur situation au regard des autres impôts, la forme ou la nature de leurs interventions.

Les activités économiques s'entendent de toutes les activités de producteur, d'importateur ou de prestataire de services y compris les activités commerciales, agricoles, extractives, industrielles, forestières, artisanales et celles des professions libérales ou assimilées.

Ne sont pas considérés comme assujettis, les salariés et les autres personnes qui sont liées par un contrat de travail ou par tout autre rapport juridique créant des liens de subordination en ce qui concerne les conditions de travail, les modalités de rémunération et la responsabilité de l'employeur.

Les personnes ci-dessus visées soumises à l'impôt sur le revenu et réalisant des opérations pour un chiffre d'affaires annuel supérieur à 30 millions sont des redevables de plein droit, qu'elles soient ou non enregistrées comme prévu à l'article 248 ci-dessous :

Les personnes réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur au seuil d'imposition susvisé sont exclues du champ d'application de la TVA et soumises à un impôt libératoire (impôt synthétique).



Lire :

Article 230 du CGI :

Sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, les personnes physiques ou morales y compris les collectivités publiques et les organismes de droit public, qui réalisent à titre habituel ou occasionnel et d'une manière indépendante, des opérations imposables entrant dans le champ d'application de la taxe et accomplies dans le cadre d'une activité économique effectuée à titre onéreux.

Les personnes ci-dessus définies qui effectuent de manière indépendante une activité économique sous leur propre responsabilité et qui jouissent d'une totale liberté dans l'organisation et l'exécution des travaux qu'elle comporte sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), quels que soient leur statut juridique, leur situation au regard des autres impôts, la forme ou la nature de leurs interventions.

Les activités économiques s'entendent de toutes les activités de producteur, d'importateur ou de prestataire de services y compris les activités commerciales, agricoles, extractives, industrielles, forestières, artisanales et celles des professions libérales ou assimilées.

Ne sont pas considérés comme assujettis, les salariés et les autres personnes qui sont liées par un contrat de travail ou par tout autre rapport juridique créant des

liens de subordination en ce qui concerne les conditions de travail, les modalités de rémunération et la responsabilité de l'employeur.

Les personnes ci-dessus visées soumises à l'impôt sur le revenu et réalisant des opérations pour un chiffre d'affaires annuel supérieur à 30 millions sont des redevables de plein droit, qu'elles soient ou non enregistrées comme prévu à l'article 248 ci-dessous.

Les personnes physiques réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur au seuil d'imposition susvisé sont exclues du champ d'application de la TVA et soumises à l'impôt libératoire.

Toutefois, les personnes morales réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur au seuil d'imposition susvisé demeurent, de plein droit, redevables de la TVA et sont soumises à la contribution des patentes.

MODALITES PRATIQUES

LES OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS

Au lieu de :

Article 254 du CGI :

La facture délivrée à un non assujetti peut être établie pour un montant toutes taxes comprises pour toutes les ventes d'un montant inférieur ou égal à 5000 Fcfa.



En l'absence de facturation les assujettis à la TVA sont tenus d'utiliser une machine à bande enregistreuse faisant ressortir distinctement le montant du produit hors taxe, le taux de la TVA et le montant de la TVA collectée.

Lire :

Article 254 du CGI

:

La facture délivrée à un non assujetti peut être établie pour un montant toutes taxes comprises pour toutes les ventes d'un montant égal ou supérieur à 5000 Fcfa.

En l'absence de facturation les assujettis à la TVA sont tenus d'utiliser une machine à bande enregistreuse faisant ressortir distinctement le montant du produit hors taxe, le taux de la TVA et le montant de la TVA collectée.

Le défaut d'utilisation d'une machine à bande enregistreuse ou la non facturation de la TVA entraîne le paiement d'une amende de 2 000 000 F cfa.

Article 22 : Il est créé au Code Général des Impôts un article 255 bis relatif au reversement de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par un non assujetti.

Article 255 bis du CGI :

La facture comportant la TVA délivrée par un non assujetti à un assujetti ne doit être réglée par ce dernier que pour son montant hors taxe et il ne pourra exercer son droit à déduction qu'à la condition de prélever et de reverser la TVA afférente à la transaction à la recette des impôts de sa résidence fiscale.

V – POURSUITES

Article 23 : les dispositions de l'article 370 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :

Au lieu de :

Article 370 du CGI :

Le commandement rédigé en original et en copies est notifié au contribuable ou à son représentant avec remise en mains propres. En cas d'absence du contribuable ou de son représentant, le commandement est signifié au bureau du Maire.

Lire :

Article 370 du CGI :

Le commandement rédigé en original et en copies est notifié au contribuable ou à son représentant avec remise en mains propres. En cas d'absence du contribuable ou de son représentant, le commandement est signifié au bureau du Maire.

Le contribuable dispose d'un délai de huit (8) jours francs pour acquitter les sommes dues.

Article 24 : Les dispositions de l'article 371 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :



Au lieu de :

Article 371 du CGI :

A défaut de règlement à l'expiration du délai fixé dans le commandement, le Directeur Général des Impôts et des Domaines par délégation , Receveur Principal des Impôts, les Receveurs des Impôts décident de la fermeture immédiate de l'établissement ou des établissements ; il en est dressé procès-verbal .

Le paiement de l'intégralité des sommes dues met fin à la fermeture administrative d'un établissement.

Lire :

Article 371 du CGI :

A défaut de règlement à l'expiration du délai fixé dans le commandement, le Directeur Général des Impôts et des Domaines ou par délégation , le Receveur Principal des Impôts, les Receveurs des Impôts peuvent décider de la fermeture immédiate de l'établissement ou des établissements ou de la saisie- vente ; il en est dressé procès-verbal .

Le paiement de l'intégralité des sommes dues met fin à la fermeture administrative de l'établissement ou à la saisie- vente.



TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

DISPOSITIONS GENERALES

Article 26 : Il est établi une corrélation entre les engagements et la trésorerie de l'Etat, à l'exception des dépenses obligatoires.

Lorsque le Trésor Public accuse un déficit de trésorerie, le Ministre chargé des Finances est tenu de limiter le niveau des engagements des dépenses courantes en dessous du montant du plafonnement mensuel du crédit inscrit.

Article 27 : Seules les sociétés ou entreprises légalement constituées, agréées par le service des marchés et pouvant justifier d'un numéro d'identification fiscale et d'une situation fiscale régulière par production d'un quitus délivré conjointement par la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes et le Trésor Public peuvent être autorisées à soumissionner aux marchés de l'Etat, des organismes de l'Etat ou Para - Etatiques et des collectivités locales.

Dans le cadre de cette procédure, celle de l'appel d'offre ouvert ou restreint est également obligatoire ; les seules exceptions à cette règle sont celles édictées par les textes officiels régissant le régime des marchés publics.

Les marchés sont soumis à la procédure d'enregistrement et au paiement des droits y afférents.

Les seules exceptions sont régies par les actes ou conventions particulières dispensant de ces droits la ou les parties contractantes.

Article 28 : Les fournisseurs et prestataires de services doivent, avant tout commencement d'exécution des travaux, s'assurer que le bon de commande ou le marché a bien été visé par le Directeur du Contrôle Financier, sous peine de ne pouvoir prétendre au paiement sur le Budget de l'Etat de leur facture.

Article 29 : Le montant maximum autorisé des achats sur facture est fixé comme suit :

- dépenses d'alimentations de fournitures et d'équipement	7.500.000 F CFA
- dépenses de prestation de service	8.500.000 F CFA
- dépenses de travaux	15.000.000 F CFA

Au-delà de ces limites, la procédure d'achat sur marché est obligatoire.

Article 30 : Au début de chaque exercice, le Ministère des Finances publie la liste des entreprises habilitées à travailler pour le compte de l'Etat. Cette liste est révisable tous les six mois. Le visa du Contrôle Financier ne pourra pas être délivré à un fournisseur ne figurant pas sur cette liste.



Article 31 : Tout administrateur de crédits ayant certifié un service fait sans que la prestation, la fourniture ou les travaux aient été exécutés sera pécuniairement responsable vis-à-vis de l'Etat du montant du paiement effectué irrégulièrement. Un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'administrateur concerné, sans préjudice des poursuites pénales qui peuvent être engagées contre lui.

Article 32 : Tout gestionnaire de caisse d'avance, qui n'aurait pas apuré une précédente dans un délai d'un mois n'a pas droit à une autre. Un ordre de recette sera établi à l'encontre du gestionnaire concerné, trois mois après la décision de création de la caisse d'avance et après un rappel par l'ordonnateur ou le comptable public.



TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33 : Il est autorisé l'arrêt et l'apurement définitifs des comptes de l'Etat antérieurs à l'exercice 2003 sans préjudice des droits constatés.

Un arrêté du Ministre chargé des Finances précise les modalités d'application de la présente disposition.

Article 34 : La date limite des engagements de l'Etat pour l'exercice 2003 est fixée au 15 novembre 2003.

Article 35 : La date limite des ordonnancements pour l'exercice 2003 est fixée au 31 décembre 2003.

Article 36 : Un arrêté du Ministre chargé des Finances et du Budget déterminera la période complémentaire pour la comptabilisation des dépenses ordonnancées au titre de l'année 2003.

Article 37 : Les dispositions des Lois de Finances antérieures non expressément abrogées restent en vigueur.

Article 38 : La présente Ordonnance, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République Centrafricaine./-



Fait à Bangui, le 31 DEC 2003

LE GENERAL DE DIVISION
François BOZIZE

EQUILIBRE GENERAL DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2003

<i>(en milliers de F. CFA)</i>	Loi de Finances 2 002	Loi de Finances 2 003	Collectif Budgétaire 2 003	Variation 2003/ 2002 (%)
Charges				
Dépenses primaires	54 305 995	56 191 930	53 461 877	-4,86
Traitement et salaires	30 634 490	31 400 330	34 215 867	8,97
Biens et services	15 374 425	16 189 760	12 303 310	-24,01
Transferts et subventions	8 297 080	8 601 840	6 942 700	-19,29
Service de la dette	30 521 949	29 080 000	28 926 000	-0,53
Intérêt	8 230 289	7 549 000	7 395 000	-2,04
Capital	22 291 660	21 531 000	21 531 000	0,00
Dépenses d'équipement	61 516 973	85 253 198	31 266 854	-63,32
Budget de l'Etat	12 937 600	20 039 503	11 287 354	-43,67
Financements extérieurs	48 579 373	65 213 695	19 979 500	-69,36
Total des charges	146 344 917	170 525 128	113 654 731	-33,35
Ressources				
Recettes fiscales	57 655 000	64 365 000	51 568 382	-19,88
Revenu des domaines	3 164 000	3 641 000	2 017 528	-44,59
Recettes et produits divers	8 777 000	10 835 993	10 564 208	-2,51
Contributions, subventions Fonds de concours et produits participation	400 000	400 000	400 000	0,00
Recettes à affectation spéciale	4 485 000	5 235 000	3 504 661	-33,05
Recettes exceptionnelles	1 000 000	2 200 000	2 200 000	0,00
Produits des aval	550 000	550 000	876 000	59,27
Ressources propres	76 031 000	87 226 993	71 130 779	-18,45
Ressources extérieures	48 579 373	65 213 695	19 979 500	-69,36
Total des ressources	124 610 373	152 440 688	91 110 279	-40,23
Déficit Budgétaire	-21 734 544	-18 084 440	-22 544 452	24,66
Solde Primaire	7 237 405	8 245 560	3 305 548	-59,91

TABLEAU PREVISIONNEL DETAILLE DES RESSOURCES					
NOMENCLATURE DES RECETTES	CREDITS 2002	CREDITS 2003	COLLECTIF 2003	VARIATION MONTANT	VARIATION %
RECETTES FISCALES	57 655 000	64 365 000	51 568 382	-12 796 618	-19,88
IMPOTS DIRECTS	14 816 000	17 657 000	14 176 549	-3 480 451	-19,71
Impôts forfaitaires sur le revenu	2 737 000	3 392 000	2 130 241	-1 261 759	-37,20
Impôts sur le revenu	3 243 000	3 995 000	4 811 650	816 650	20,44
Impôts sur les sociétés	2 381 000	4 500 000	2 972 940	-1 527 060	-33,93
Impôts fonciers	300 000	300 000	254 421	-45 579	-15,19
Patentes et Licences	2 135 000	2 400 000	1 455 397	-944 603	-39,36
Impôt libératoire	1 200 000	1 300 000	1 105 053	-194 947	-15,00
Autres impôts directs	2 820 000	1 770 000	1 446 847	-323 153	-18,26
IMPOTS INDIRECTS	41 854 000	45 608 000	36 421 939	-9 186 061	-20,14
Impôts indirects DGID	12 735 000	12 950 000	8 317 890	-4 632 110	-35,77
Droits et Taxes à l'importation	22 248 000	24 386 000	23 531 731	-854 269	-3,50
Droits et Taxes à l'exportation	2 401 000	3 922 000	3 189 202	-732 798	-18,68
Autres recettes douanières	4 470 000	4 350 000	1 383 116	-2 966 884	-68,20
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES	930 000	1 045 000	949 103	-95 897	-9,18
TAXES ACCESSOIRES	55 000	55 000	20 791	-34 209	-62,20
REVENUS DES DOMAINES	3 164 000	3 641 000	2 017 528	-1 623 472	-44,59
RECETTES ET PRODUITS DIVERS	8 777 000	10 835 993	10 564 208	-271 785	-2,51
Recettes des exploitations & services	212 000	215 400	527 945	312 545	145,10
Produits divers	4 719 000	6 534 593	5 950 263	-584 330	-8,94
Comptes d'affectation spéciale	3 846 000	4 086 000	4 086 000	0	0,00
CONTRIBUTIONS SUBVENTIONS FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS DE PARTICIP.	400 000	400 000	400 000	0	0,00
Produits de participation	400 000	400 000	400 000	0	0,00
RECETTES A AFFECTATION SPEC.	4 485 000	5 235 000	3 504 661	-1 730 339	-33,05
Fonds Routier	2 557 000	2 909 000	1 205 661	-1 703 339	-58,55
Autres recettes affectées	1 928 000	2 326 000	2 299 000	-27 000	-1,16
RECETTES EXCEPTIONNELLES	1 000 000	2 200 000	2 200 000	0	0,00
PRODUITS DES AVALS	550 000	550 000	876 000	326 000	59,27
TOTAL RESSOURCES	76 031 000	87 226 993	71 130 779	-16 096 214	-18,45

PAGE N° 18

[illegible]

PAGE N° 20

[illegible]

[illegible]

NOMENCLATURE DES RECETTES	CREDITS 2002	CREDITS 2003	COLLECTIF 2003	VARIATION MONTANT	VARIATION %
CHAPITRE 7 - PRODUITS DIVERS	4 719 000	6 534 593	5 950 263	-584 330	-8,94
7-01 - Amendes et transactions	25 000	30 000	30 000	0	0,00
7-01-01 - Amendes forfaitaires police gendarmerie	15 000	20 000	20 000	0	0,00
7-01-02 - Transactions du contrôle économique	10 000	10 000	10 000	0	0,00
7-02 - Produits divers	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0,00
7-02-01 - Produits divers	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0,00
7-03 - Sureté aéroport	70 000	70 000	70 000	0	0,00
7-03-01 - Sureté aéroport	70 000	70 000	70 000	0	0,00
7-04 - Taxe Cession Diam. Tail. Priv.	50 000	50 000	50 000	0	0,00
7-04-01 - Taxe Cession Diamants Taileries Privées	50 000	50 000	50 000	0	0,00
7-05 - Retenues et reversement sur pensions et salaires	2 628 000	2 628 000	1 496 670	-1 131 330	-43,05
7-05-01 - Retenues et reversement sur pensions	628 000	628 000	9 500	-618 500	-98,49
7-05-02 - Retenues et reversement sur salaires	2 000 000	2 000 000	1 487 170	-512 830	-25,64
7-06 - Produits d'investissement	900 000	2 710 593	2 710 593	0	0,00
7-06-01 - Produits de dons hors projets	900 000	2 710 593	2 710 593	0	0,00
7-07 - Redevance Statistique	46 000	46 000	58 000	12 000	26,09
7-07-01 - Redevance Statistique	46 000	46 000	58 000	12 000	26,09
7-08 - Produits des Télécommunications	0	0	535 000	535 000	
7-08-01 - Régulation des télécommunications	0	0	500 000	500 000	
7-08-02 - Redevance des télécommunications	0	0	35 000	35 000	
CHAPITRE 8 - COMPTES D'AFFECTATION SPEC.	3 846 000	4 086 000	4 086 000	0	0,00
8-01 - Compte d'Affectation Spéciale Droits et Taxes sur diamants et or	2 248 000	1 190 000	1 190 000	0	0,00
8-01-01 - Droits de sortie diamant et or	1 873 000	0	0	0	
8-01-03 - Taxes de promotion minière	375 000	1 190 000	1 190 000	0	0,00
8-02 - Compte d'Affectation Spéciale de développement Forestier et Touristique	1 127 000	1 750 000	1 750 000	0	0,00
8-02-01 - Produits Développement Forestier et Touristique	1 127 000	1 750 000	1 750 000	0	0,00
8-03 - Compte d'Affectation Spéciale Equipement Urbain	110 000	110 000	110 000	0	0,00
8-03-01 - Aménagement et Equipements urbains	110 000	110 000	110 000	0	0,00
8-04 - Compte d'Affectation Spéciale Redevance Informatique	250 000	375 000	375 000	0	0,00
8-04-01 - Redevance Informatique Finances	250 000	375 000	375 000	0	0,00
8-05 - Compte d'Affectation Spéciale Entretien des installations et extention réseau eau	111 000	111 000	111 000	0	0,00
8-05-01 - Produits d'équipement des réseaux hydrauliques	111 000	111 000	111 000	0	0,00

PAGE N° 24

PAGE N° 25

NOMENCLATURE DES RECETTES	CREDITS 2002	CREDITS 2003	COLLECTIF 2003	VARIATION MONTANT	VARIATION %
TITRE 8 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	4 485 000	5 235 000	3 504 661	-1 730 339	-33,05
CHAP. 12 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	4 485 000	5 235 000	3 504 661	-1 730 339	-33,05
12-02 - Fonds Routier	2 557 000	2 909 000	1 205 661	-1 703 339	-58,55
12-02-01 - Redevance d'usage routier	1 847 000	2 009 000	1 142 006	-866 994	-43,16
12-02-02 - Amendes de surcharges	100 000	100 000	0	-100 000	-100,00
12-02-03 - Taxe à l'essieu	70 000	70 000	3 787	-66 213	-94,59
12-02-04 - Prestations DMTP	100 000	100 000	2 005	-97 995	-98,00
12-02-05 - Bacs	10 000	100 000	626	-99 374	-99,37
12-02-06 - Recettes diverses	30 000	30 000	2 800	-27 200	-90,67
12-02-07 - Péages routiers	400 000	500 000	54 437	-445 563	-89,11
12-03- Taxe Communautaire CEMAC	600 000	626 000	626 000	0	0,00
12-03-01 - Taxe Communautaire d'intégration	300 000	326 000	326 000	0	0,00
12-03-02 - Taxe de Préférence Communautaire	300 000	300 000	300 000	0	0,00
12-04 - Recettes des hopitaux	1 248 000	1 248 000	1 248 000	0	0,00
12-04-01 - Ventes des médicaments	348 000	348 000	348 000	0	0,00
12-04-02 - Recettes des hopitaux	900 000	900 000	900 000	0	0,00
12-05 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage	80 000	125 000	125 000	0	0,00
12-05-01 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage	80 000	125 000	125 000	0	0,00
12-06 - Autres recettes affectées	0	327 000	300 000	-27 000	-8,26
12-06-01 - Autres recettes affectées	0	327 000	300 000	-27 000	-8,26
TOTAL BUDGET GENERAL	76 031 000	87 226 993	71 130 779	-16 096 214	-18,45

DEPENSES BUDGETAIRES TABLEAU DE SYNTHESE					
REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
DEPENSES PRIMAIRES	54 305 995	56 191 930	53 461 877	-2 740 070	-4,88
Traitement et Salaires	30 634 490	31 400 330	34 215 867	2 659 840	8,47
Personnel Titulaire	29 332 140	30 062 435	32 782 998	2 568 674	8,54
Personnel Temporaire	1 302 350	1 337 895	1 432 869	91 166	6,81
Biens et Services	15 374 425	16 189 760	12 303 310	-3 740 770	-23,11
Fonds spéciaux	162 500	162 500	135 750	-26 750	-16,46
Frais de mission	480 000	470 000	285 000	-185 000	-39,36
Frais de transport	984 500	959 500	847 000	-112 500	-11,72
Location immeubles	300 000	300 000	250 000	-50 000	-16,67
Consommations publiques	1 114 550	1 134 150	1 131 450	-2 700	-0,24
Autres (matériels et fournitures)	12 332 875	13 163 610	9 654 110	-3 363 820	-25,55
Transferts et Subventions	8 297 080	8 601 840	6 942 700	-1 659 140	-19,29
Pensions et OCSS	2 839 700	2 839 700	2 839 700	0	0,00
Bourses	1 433 380	1 438 380	1 393 000	-45 380	-3,15
Organismes nationaux	3 095 000	3 400 760	1 787 000	-1 613 760	-47,45
Organismes internationaux	929 000	923 000	923 000	0	0,00
SERVICE DE LA DETTE	30 521 949	29 080 000	28 926 000	-154 000	-0,53
1°) Intérêts	8 230 289	7 549 000	7 395 000	-154 000	-2,04
Extérieurs	6 468 949	6 254 000	6 000 000	-254 000	-4,06
Dette multilatérale	3 155 370	2 934 000	3 200 000	134 000	4,57
Dette bilatérale	3 333 579	3 320 000	2 800 000	-120 000	-3,61
Intérieurs	1 741 340	1 295 000	1 395 000	100 000	7,72
Commission FMI	76 000	0	100 000	100 000	
BEAC	1 230 000	1 186 000	1 186 000	0	0,00
Banques commerciales	335 340	0	0	0	
Autres	100 000	109 000	109 000	0	0,00
2°) Capital	22 291 660	21 531 000	21 531 000	0	0,00
Extérieur	20 839 660	20 035 000	20 035 000	0	0,00
Intérieur	1 452 000	1 496 000	1 496 000	0	0,00
DEPENSES D'EQUIPEMENT	61 516 973	85 253 198	31 266 854	-53 986 344	-63,32
Budget de l'Etat	12 937 600	20 039 503	11 287 354	-8 752 149	-43,67
Droits de douanes Projets	4 000 000	4 000 000	1 000 000	-3 000 000	-75,00
Budget Extraordinaire en capital	8 937 600	16 039 503	10 287 354	-5 752 149	-35,86
Financements extérieurs	48 579 373	65 213 695	19 979 500	-45 234 195	-69,36
Subventions	41 279 373	52 465 695	14 856 500	-37 609 195	-71,68
Prêts	7 300 000	12 748 000	5 123 000	-7 625 000	-59,81
DEPENSES TOTALES	146 344 917	170 525 128	113 654 731	-56 880 414	-33,36

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
TITRE 1 : DETTE PUBLIQUE	30 521 949	29 080 000	28 926 000	-154 000	-0,53
TITRE 2 : MOYENS DES SERVICES	41 172 415	43 227 990	43 281 027	198 717	0,46
dont :					
- MASSE SALARIALE	30 634 490	31 400 330	34 215 867	2 815 537	8,97
- DEPENSES COURANTES ET DIVERSES	10 547 425	11 837 760	9 224 810	-2 467 270	-20,84
Présidence	1 476 050	1 532 250	1 108 075	-424 175	-27,68
Primature	372 450	537 750	490 665	-47 085	-8,76
Cour Constitutionnelle	16 900	19 800	3 400	-16 400	-82,83
Min. des Transports, Aviation Civile et du Désenclavement	0	0	0	0	
Min. de l'Intérieur Chargé de l'Administration du Territoire	283 900	427 800	155 200	-125 170	-29,26
Min. Chargé de la Sécurité Publique		0	138 430	138 430	
Min. du Commerce, de l'Industrie et Promo du Secteur Privé	51 700	61 800	48 270	-13 530	-21,89
Min. de la Comm. De la Récon Nat. Culture Demo et Civique	199 350	207 700	90 040	-117 660	-56,65
Min. de l'Equipeement et des Transports	97 400	103 900	68 590	-35 310	-33,98
Min. de la Justice des Droits de l'Homme et Bonne Gouv.	184 000	224 400	159 180	-65 220	-29,06
Min. de la Défense Nationale, Rest. Armées et Désarmement	1 502 700	1 753 400	1 735 710	-17 690	-1,01
Min. Economie Finances et Budget	626 600	674 550	596 805	-77 745	-11,53
Min. des Affaires Etrangères Intégration Région et Franco.	614 575	624 810	505 770	-120 540	-19,29
Min. de l'Education Nat. Alpha. Enseignement Sup et recherche	1 892 800	2 064 300	1 128 570	-935 730	-45,33
Min. Energies , Mines et de l'Hydraulique	27 500	32 800	26 080	-6 720	-20,49
Min. Plan et Coopération Internationale	94 600	153 200	109 820	-43 380	-28,32
Min. de la Fonction Publique Sécurité Sociale et inser Prof.	64 800	48 200	35 990	-12 210	-25,33
Min. Chargé Relations Parlement	19 100	24 300	3 800	-20 500	-84,36
Min. de la Poste et Télécommunication. Nouvelles Techno.	0	0	94 955	94 955	
Min. de la Jeunesse, des Sports, des Arts et Culture	110 200	120 100	99 526	-21 586	-17,87
Min. de la Famille, des Aff. Sociales et Solidarité Nationale	137 300	151 700	123 710	-27 990	-18,45
Min. de la Santé Publique et de la Population	2 538 600	2 795 700	2 271 160	-523 790	-18,74
Min. de la Modernisation et Développement Agriculture	187 200	185 600	134 020	-51 580	-27,79
Min. Chargé du Développement de l'Elevage	0	0	14 150	14 150	
Min. du Développement du Tourisme et Artisanat	0	0	15 400	15 400	
Min. des Eaux, Forêts, Chasses et Pêches	46 500	67 900	38 630	-29 270	-43,11
Min. de la Réconst Edifices Publics, Urbanisme et Logement	0	0	14 650	14 650	
Min. de l'Environnement , Développement durable et Eco Soc.	0	0	7 150	7 150	
Min. Chargé du SGG et Relation avec le CNT	9 500	10 100	7 070	-3 030	-30,00
Conseil Economique et Social	13 700	15 700	0	-15 700	-100,00
TITRE 3 : DEPENSES COMMUNES	4 827 000	4 352 000	3 078 500	-1 273 500	-29,26
Dépenses courantes et diverses	3 362 500	2 922 500	1 946 500	-976 000	-33,40
Frais de mission	480 000	470 000	285 000	-185 000	-39,36
Frais de transport	984 500	959 500	847 000	-112 500	-11,72
TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 297 989	8 601 840	6 942 700	-1 659 140	-19,29
Transferts Organismes nationaux	5 934 700	6 240 480	4 626 700	-1 613 760	-25,86
Transferts Organismes internationaux	929 000	923 000	923 000	0	0,00
Bourses et Frais annexes	1 433 380	1 438 360	1 393 000	-45 360	-3,16
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	84 827 944	85 271 930	82 387 877	-2 738 373	-3,21
DEPENSES COURANTES HORS DETTE	54 305 995	56 191 930	53 461 877	-2 584 373	-4,60

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
TITRE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	30 521 949	29 080 000	28 926 000	-154 000	-0,53
CHAP. 0 - SERVICE DE LA DETTE	30 521 949	29 080 000	28 926 000	-154 000	-0,53
0-0 - Dette extérieure	27 328 509	26 289 000	26 035 000	-254 000	-0,97
0-01 - Principal	20 839 660	20 035 000	20 035 000	0	0,00
0-01-01 - Dette Bilatérale	9 687 610	9 943 000	9 943 000	0	0,00
0-01-02 - Dette Bilatérale HCDP (Acompte)	0	0	0	0	
0-01-03 - Dette Bilatérale HCDP (Eché. supplém.)	1 186 000	0	0	0	
0-01-04 - Dette Multilatérale	9 966 050	10 092 000	10 092 000	0	0,00
0-02 - Intérêts	6 488 949	6 254 000	6 000 000	-254 000	-4,06
0-02-01 - Dette Bilatérale	3 155 370	2 934 000	2 800 000	-134 000	-4,57
0-02-02 - Dette Bilatérale HCDP (Eché. supplém.)	0	0	0	0	
0-02-03 - Dette Multilatérale	3 333 579	3 320 000	3 200 000	-120 000	-3,61
0-1 - Dette Intérieure	3 193 340	2 791 000	2 891 000	100 000	3,58
0-11 - Principal	1 452 000	1 496 000	1 496 000	0	0,00
0-11-01 - Rachats FMI	0	0	0	0	
0-11-02 - Autres (BEAC)	1 452 000	1 496 000	1 496 000	0	0,00
0-11-03 - Apurement dette BICA	0	0	0	0	
0-12 - Intérêts	1 741 340	1 295 000	1 395 000	100 000	7,72
0-12-01 - Intérêts/Commissions FMI	76 000	0	100 000	100 000	
0-12-02 - Intérêts BEAC	1 230 000	1 186 000	1 186 000	0	0,00
0-12-03 - Intérêts banques commerciales	335 340			0	
0-12-04 - Autres intérêts	100 000	109 000	109 000	0	0,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
TITRE II : MOYENS DES SERVICES	41 172 415	43 227 990	43 281 027	198 717	0,46
CHAP. 1 : PRESIDENCE	2 605 550	2 689 987	2 355 947	-334 040	-12,42
1-10 - Personnel	1 129 500	1 157 737	1 247 872	90 135	7,79
1-10-10 - Personnel titulaire	1 089 000	1 116 225	1 203 117	86 892	7,78
1-10-98 - Personnel appui Présidence	40 500	41 512	44 755	3 243	7,81
1-15 - Dépenses courantes et diverses	1 476 050	1 532 250	1 108 075	-424 175	-27,68
1-15-13 - Hotel Chef de L'ETAT	15 700	20 000	20 000	0	0,00
1-15-14 - Direction de Cabinet	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
1-15-15 - Cabinet militaire	1 800	1 800	1 260	-540	-30,00
1-15-16 - Secrétariat général	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
1-15-17 - Conseillers	2 200	5 000	3 500	-1 500	-30,00
1-15-18 - Direction Générale Protocole d'Etat	1 100	1 200	840	-360	-30,00
1-15-19 - Grande Chancellerie	700	700	490	-210	-30,00
1-15-20 - Presse Présidentielle	7 000	7 000	4 900	-2 100	-30,00
1-15-21 - Archives Nationales	1 100	1 100	770	-330	-30,00
1-15-22 - Palais de la Renaissance (entretien)	7 000	7 000	4 900	-2 100	-30,00
1-15-23 - Parcs et jardins entretiens	700	700	490	-210	-30,00
1-15-24 - Parc présidentiel d'AVAKABA (entretien)	3 100	3 100	2 170	-930	-30,00
1-15-25 - Parc auto présidentiel	7 900	10 000	7 000	-3 000	-30,00
1-15-26 - Avions Présidentiels	20 000	32 000	15 000	-17 000	-53,13
1-15-27 - Réceptions Palais de la Renaissance	13 000	15 000	10 500	-4 500	-30,00
1-15-28 - Fonds spéciaux	135 000	135 000	94 500	-40 500	-30,00
1-15-29 - Accueil personnalités de passage	14 800	15 000	10 500	-4 500	-30,00
1-15-30 - Entretien Mausolée B. BOGANDA	900	900	630	-270	-30,00
1-15-31 - Cabinet inspecteur général Etat	1 500	2 000	1 400	-600	-30,00
1-15-32 - Inspection Générale Etat	7 000	8 000	5 600	-2 400	-30,00
1-15-33 - Conseil discipline commission épuration	700	800	560	-240	-30,00
1-15-34 - Alimentation Services spéciaux sécurité	300 000	260 000	182 000	-78 000	-30,00
1-15-35 - Sécurité aéroport	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
1-15-36 - Fonctionnement Services Spéciaux Sécurité	0	2 000	1 400	-600	-30,00
1-15-37 - Conseil de l'ordre	650	650	455	-195	-30,00
1-15-38 - Brochures Discours Chef de l'Etat	21 800	0	0	0	
1-15-39 - Communication Présidence	26 100	26 000	18 200	-7 800	-30,00
1-15-40 - Comité de lutte contre l'incendie	0	0	0	0	
1-15-41 - Grande Chancellerie (Médailles)	30 500	32 000	22 400	-9 600	-30,00
1-15-42 - Direction parc auto	700	700	490	-210	-30,00
1-15-43 - Mobilier résidence Chef de l'Etat	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
1-15-45 - Habillement Personnel domestique	1 000	1 000	700	-300	-30,00
1-15-46 - Unité Médicale Présidence	1 000	1 000	700	-300	-30,00
1-15-47 - Entretien Résidence Chef Etat	3 500	5 000	3 500	-1 500	-30,00
1-15-48 - Entretien Réparation Motos escorte	7 000	7 000	4 900	-2 100	-30,00
1-15-49 - Direction Générale de Documentation d'Etat	75 000	75 000	52 500	-22 500	-30,00
1-15-50 - Gouvernat Palais	900	1 000	700	-300	-30,00
1-15-51 - Direction Générale Gestion Ressources	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
1-15-52 - Mission Unité de Sécurité Présidentielle	43 500	55 000	38 500	-16 500	-30,00
1-15-53 -Nouveau Partenariat Dévelop. Afrique (NEPAD)	0	15 000	9 500	-5 500	-36,67
1-15-54 - Appui logistique et Quinzaine Svices spéciaux sécu.	87 000	87 000	60 900	-26 100	-30,00
1-15-55 - Eau	14 800	23 000	23 000	0	0,00
1-15-56 - Electricité	43 500	50 000	50 000	0	0,00
1-15-57 - Téléphone,Télex, Fax	43 500	50 000	50 000	0	0,00
1-15-59 - Actions Présidentielles	65 300	80 000	56 000	-24 000	-30,00
1-15-60 - Secrétariat Particulier Chef de l'Etat	1 600	2 500	1 750	-750	-30,00
1-15-63 - Fonctionnement Chef d'Etat Major Particulier	1 050	1 500	1 050	-450	-30,00
1-15-64 - Quinzaine éléments motorisés	2 600	3 000	2 100	-900	-30,00
1-15-65 - Habillement compagnie motorisée	8 700	10 000	7 000	-3 000	-30,00
1-15-66 - Voyages présidentiels	210 000	210 000	147 000	-63 000	-30,00
1-15-68 - Fonctionnement Cabinet Particulier Chef de l'Etat	0	6 500	4 550	-1 950	-30,00
1-15-74 - Commission Texte	0	1 500	1 050	-450	-30,00
1-15-75 - Cellule contre VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
1-15-78 - Carburants lubrifiants Cabinet NEPAD	0	0	1 000	1 000	#DIV/0!
1-15-79 - Carburants lubrifiants Cabinet Particulier Chef Etat		7 500	5 250	-2 250	-30,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 3 - PRIMATURE	489 090	657 304	610 219	-47 085	-7,16
3-10 - Personnel	116 640	119 554	119 554	0	0,00
3-10-10 - Personnel Titulaire Primature	69 240	70 971	70 971	0	0,00
3-10-11 - Personnel Titulaire Secrétariat Gal Gouv	16 700	17 117	17 117	0	0,00
3-10-12 - Personnel Titulaire Droits de l'Homme	4 000	4 100	4 100	0	0,00
3-10-13 - Personnel titulaire Décentralisation	9 900	10 147	10 147	0	0,00
3-10-94 - Personnel appui Décentralisation	3 000	3 075	3 075	0	0,00
3-10-95 - Personnel d'appui Droits de l'Homme	3 200	3 280	3 280	0	0,00
3-10-97 - Personnel d'appui Secrétariat Général	4 300	4 407	4 407	0	0,00
3-10-98 - Personnel d'appui ENAM	1 300	1 332	1 332	0	0,00
3-10-99 - Personnel d'appui Primature	5 000	5 125	5 125	0	0,00
3-15 - Dépenses courantes et diverses	372 450	537 750	490 665	-47 085	-8,76
3-15-10 - Cabinet Premier Ministre	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
3-15-11 - Fonctionnement services Primature	8 700	8 000	5 600	-2 400	-30,00
3-15-12 - Entretien Primature	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
3-15-13 - Fonds spéciaux	27 500	27 500	41 250	13 750	50,00
3-15-15 - Hôtel du Premier Ministre	4 300	4 300	3 010	-1 290	-30,00
3-15-16 - Délégation Gle aux E/ses et Offices Publics	1 300	1 700	1 190	-510	-30,00
3-15-17 - Confection fascicule économie Société Etat	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
3-15-18 - Haut Com. Agroalimentaire Bio-Technologie	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
3-15-19 - CPRAC	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
3-15-20 - Traitement informatique CPRAC	5 200	5 200	3 640	-1 560	-30,00
3-15-21 - Réception Primature	15 000	15 000	10 500	-4 500	-30,00
3-15-23 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
3-15-24 - Presse Primature	2 600	2 600	1 820	-780	-30,00
3-15-25 - Parc Auto Primature	5 200	5 200	3 640	-1 560	-30,00
3-15-26 - Haut commi. à la Décentra. Régionalisation	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
3-15-27 - Actions Gouvernementales	80 000	90 000	135 000	45 000	50,00
3-15-28 - Eau	12 200	12 200	12 200	0	0,00
3-15-29 - Electricité	10 900	10 900	10 900	0	0,00
3-15-30 - Téléphone, Télex, Fax	19 600	19 600	19 600	0	0,00
3-15-33 - Journal Officiel	2 600	2 600	1 820	-780	-30,00
3-15-34 - ENAM	2 600	2 600	1 820	-780	-30,00
3-15-35 - Travaux Conseil Ministres	3 100	3 100	2 170	-930	-30,00
3-15-36 - Achat Ouvr. abon. frais imprim. ENAM	1 300	1 300	910	-390	-30,00
3-15-38 - Direction nationale des Grands travaux de l'Etat	20 000	20 000	10 000	-10 000	-50,00
3-15-39 - Fournitures Elèves ENAM	4 350	4 350	3 045	-1 305	-30,00
3-15-40 - Comité de privatisation	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
3-15-41 - Haut Comm. Droit de l'Homme	8 700	10 500	7 350	-3 150	-30,00
3-15-42 - Communication Primature	13 100	13 000	9 100	-3 900	-30,00
3-15-43 - Suivi du PANEF	13 000	13 000	5 000	-8 000	-61,54
3-15-44 - Fonctionnement Délégation Générale Désarm	2 000	2 000	0	-2 000	-100,00
3-15-45 - Fonctionnement Directions Délégation	3 000	3 000	2 100	-900	-30,00
3-15-46 - Fonctment Délégation intégration des jeunes	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
3-15-47 - Fonctionnement comités Locaux Désarm	30 000	30 000	0	-30 000	-100,00
3-15-48 - Filière Formation ENAM	0	150 000	150 000	0	0,00
3-15-89 - Carburant et lubrifiants Délégation et Directions	4 000	4 500	3 150	-1 350	-30,00
3-15-91 - Carburant Cabinet Primature	8 700	9 500	6 650	-2 850	-30,00
3-15-92 - Carburants et lubrifiants CPRAC	1 500	1 500	1 050	-450	-30,00
3-15-94 - Carburant et lubrifiants ENAM	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
3-15-95 - Carb. et Lubr. Délégation Société d'Etat	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
3-15-96 - Carburants et lubrifiants services Primature	5 200	5 200	3 640	-1 560	-30,00
3-15-97 - Carb. et lub. Haut Commi. Droit de l'Homme	1 300	1 300	910	-390	-30,00
3-15-98 - Carb. et lub. Haut Comm. Décentralisation	1 300	1 300	910	-390	-30,00
3-15-99 - Carb. et lubr. Ht Com. Agroalimentaire Bio-Tech.	1 300	1 300	910	-390	-30,00
3-16 - Dépenses courantes et diverses	9 500	10 100	0	-10 100	-100,00
Cabinet du Ministre Délégué Chargé du SGG					
3-16-10 - Cabinet ministre	2 200	2 500	0	-2 500	-100,00
3-16-11 - Fonctionnement services S.G.G	2 600	2 600	0	-2 600	-100,00
3-16-12 - Abon. revues et journaux S.G.G	400	400	0	-400	-100,00
3-16-89 - Carburant et lubrifiants services SG.G.	2 600	2 600	0	-2 600	-100,00
3-16-90 - Carb. Et lub. Cabinet SGG	1 700	2 000	0	-2 000	-100,00

Page N° 33

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 5 - MIN. TRANSP. ET AVIATION CIVILE	141 000	144 524	0	-144 524	-100,00
5-10 - Personnel	141 000	144 524	0	-144 524	-100,00
5-10-10 - Personnel titulaire transports	137 500	140 937	0	-140 937	-100,00
5-10-94 - Personnel d'appui Transport	3 500	3 587	0	-3 587	-100,00
5-10-95 - Personnel d'appui Agro-Météo	0	0	0	0	
5-15 - Dépenses courantes et diverses	0	0	0	0	
5-15-10 - Cabinet					
5-15-11 - Secrétariat Général					
5-15-12 - Inspection Centrale					
5-15-13 - Directions Régionales					
5-15-15 - Direction Génér. Transport Surface					
5-15-16 - Direct. Générale Aviation Civile Météo					
5-15-17 - Eau					
5-15-18 - Electricité					
5-15-19 - Téléphone, Téléx, Fax					
5-15-90 - Carb. lub. Cabinet					
5-15-91 - Carb.lub. Fonctionn. Services centraux					
5-15-92 - Carb. lub. Directions Régionales					
5-15-93 - Carb. Lub Insp. Centrale et Chargés de Missions					

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 6 MIN. INTERIEUR CHARGE DE L'ADMINIATRION DU TERRITOIRE	2 713 500	2 918 139	2 839 403	68 694	2,35
6-10 - Personnel	2 429 600	2 490 339	2 684 203	193 864	7,78
6-10-10 - Personnel Titulaire	2 413 100	2 473 427	2 666 061	192 634	7,79
6-10-12 - Personnel d'appui	16 500	16 912	18 142	1 230	7,27
6-15/16 - Dépenses courantes et diverses	283 900	427 800	155 200	-125 170	-29,26
6-15 - Dépenses courantes et diverses	280 000	423 300	155 200	-125 170	-29,57
6-15-10 - Cabinet ministre	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
6-15-11 - Inspection Centrale Admini.Sces Police	2 600	5 000	0	-5 000	-100,00
6-15-12 - Direction Générale de la police	3 000	11 000	0	-11 000	-100,00
6-15-14 - Secrétariat Général	1 600	3 000	0	-3 000	-100,00
6-15-15 - Direction Générale Sces Centraux	1 700	2 700	1 890	-810	-30,00
6-15-16 - Direction Générale Admini. Territoire	1 700	2 700	1 890	-810	-30,00
6-15-17 - Fonctionn. Préfets Chargés de Mission	1 700	3 000	2 100	-900	-30,00
6-15-18 - Mobilier, matériel et outillage	2 200	5 000	3 500	-1 500	-30,00
6-15-20 - Ecole nationale de la police	34 800	42 700	0	-42 700	-100,00
6-15-21 - Attaché de Presse	1 000	3 000	2 100	-900	-30,00
6-15-32 - Vacances école de police	2 600	4 400	0	-4 400	-100,00
6-15-33 - Fonctionnement Direct. Gén Sécurité Civile	17 400	25 600	0	-25 600	-100,00
6-15-40 - Administration préfectorale	7 000	14 700	10 290	-4 410	-30,00
6-15-41 - Administration Sous Préfectorale	9 600	18 700	13 090	-5 610	-30,00
6-15-42 - Imprimés Cartes Identité Nationale - Passeport	26 100	36 000	0	-36 000	-100,00
6-15-43 - Fonctionn. services migration - immigration	2 600	2 600	0	-2 600	-100,00
6-15-44 - Cellule de lutte contre le sida	2 600	4 000	2 800	-1 200	-30,00
6-15-45 - Conférence annuelle des Préfets	5 200	5 200	3 640	-1 560	-30,00
6-15-61 - Habillement police	13 100	29 300	0	-29 300	-100,00
6-15-62 - Habillement Sapeur Pompier	0	8 100	5 670	-2 430	-30,00
6-15-70 - Equipement maintien de l'ordre	8 700	23 700	0	-23 700	-100,00
6-15-71 - Instruments de musique	1 200	6 800	0	-6 800	-100,00
6-15-72 - Eau	21 800	21 800	21 800	0	0,00
6-15-73 - Electricité	13 200	13 200	13 200	0	0,00
6-15-74 - Téléphone, Télec, Fax	34 800	34 800	34 800	0	0,00
6-15-85 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
6-15-86 - Carb. et lub. Sces centraux Police	19 600	20 000	0	-20 000	-100,00
6-15-87 - Carb. et lub. Police Admin. extérieure	3 500	8 500	0	-8 500	-100,00
6-15-88 - Carburants et lub. Préfets et S.Préfets	8 700	17 000	11 900	-5 100	-30,00
6-15-89 - Carb. et lub. Direct Gén. Admini. Territ.	1 600	3 000	2 100	-900	-30,00
6-15-90 - Carburants et lubrifiants Ecole Police	1 300	2 900	0	-2 900	-100,00
6-15-91 - Carb. et lub. Inspection Centrale ATSP	1 300	3 000	2 100	-900	-30,00
6-15-92 - Carb. et lub. Sapeur pompier	13 100	19 900	13 930	-5 970	-30,00
6-15-93 - Carb. et lub. Secrétaire Général	1 300	2 000	1 400	-600	-30,00
6-15-94 - Carb. et lub. Dir. Gén Services Centraux	1 700	3 000	2 100	-900	-30,00
6-15-95 - Carb. et lub. Préfets Chargés de Mission	1 300	2 500	1 750	-750	-30,00
6-15-96 - Carb. et lub. Direction migration - immigration	900	1 500	0	-1 500	-100,00
6-15-97 - Carb. et lub. Maintien sécurité	1 700	4 000	0	-4 000	-100,00
6-16 - Dépenses courantes et diverses	3 900	4 500	0	-4 500	-100,00
Cabinet du Ministre Délégué					
6-16-10 - Cabinet du Ministre	2 200	2 500	0	-2 500	-100,00
6-16-90 - Carb. Et lub. Cabinet	1 700	2 000	0	-2 000	-100,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 7 - MIN. COMMERCE, INDUSTRIE PROMOTION DU SECTEUR.PRIVE	247 350	262 341	264 472	2 131	0,81
7-10 - Personnel	195 650	200 541	216 202	15 661	7,81
7-10-10 - Personnel titulaire	194 500	199 362	214 931	15 569	7,81
7-10-91 - Personnel d'appui Ministère	1 150	1 179	1 271	92	7,80
7-15 - Dépenses courantes et diverses	51 700	61 800	48 270	-13 530	-21,89
7-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
7-15-11 - Secrétariat Général	1 400	1 700	1 190	-510	-30,00
7-15-12 - Direction Générale Services Centraux	1 300	1 300	910	-390	-30,00
7-15-13 - Direction Générale Services Régionaux	1 300	1 600	1 120	-480	-30,00
7-15-14 - Foires et Expositions	6 500	15 000	10 500	-4 500	-30,00
7-15-15 - Accueils Missions Commerciales	3 000	5 000	3 500	-1 500	-30,00
7-15-17 - Directions Services régionaux	1 400	1 500	1 050	-450	-30,00
7-15-18 - Cellule investissement	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
7-15-19 - Impression Charte Investissement	7 000	1 500	1 050	-450	-30,00
7-15-22 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
7-15-23 - Eau	1 400	1 400	1 400	0	0,00
7-15-24 - Electricité	2 200	2 200	2 200	0	0,00
7-15-25 - Téléphone, Télex, Fax	13 100	13 100	13 100	0	0,00
7-15-90 - Carb. et lubr. cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
7-15-91 - Carb. et lubr. lutte et répression fraudes	2 600	3 000	2 100	-900	-30,00
7-15-92 - Carb. et lubr. Services	2 600	3 000	2 100	-900	-30,00
7-15-94 - Carb. et lubr. Cellule investissement	1 300	1 500	1 050	-450	-30,00
7-15-95 - Carb. et lubr. Directions régionales	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 8 - MIN. POSTE.TELECOMMUNICATION	206 850	215 387	98 306	-117 081	-54,36
CHARGE DE LA NOUVELLE TECHNOLOGIE					
8-10 - Personnel	7 500	7 687	8 266	579	7,53
8-10-10 - Personnel titulaire poste	5 500	5 637	6 046	409	7,26
8-10-99 - Personnel Appui	2 000	2 050	2 220	170	8,29
8-15/16 - Dépenses courantes et diverses	199 350	207 700	90 040	-117 660	-56,65
8-15 - Dépenses courantes et diverses	195 450	203 200	90 040	-113 160	-55,69
8-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
8-15-11 - Secrétariat Général	2 600	3 000	2 100	-900	-30,00
8-15-12 - Inspection Gle et Chargés Missions Postes	2 200	2 200	1 540	-660	-30,00
8-15-13 - Site Internet Gouvernement	17 400	17 400	12 180	-5 220	-30,00
8-15-14 - Eau	11 300	11 300	11 300	0	0,00
8-15-15 - Electricité	44 800	44 800	44 800	0	0,00
8-15-16 - Téléphone, Télec, Fax	11 050	11 050	11 050	0	0,00
8-15-17 - Fonctionnement Services Communication	700	1 000	0	-1 000	-100,00
8-15-18 - Entretien matériel radio	7 800	7 800	0	-7 800	-100,00
8-15-19 - Entretien matériel télévision	10 900	10 900	0	-10 900	-100,00
8-15-20 - Acquisition fournitures télé.(T.D.F.)	7 000	7 000	0	-7 000	-100,00
8-15-21 - Acquisition fourmit. radio (T.D.F)	10 500	10 500	0	-10 500	-100,00
8-15-22 - Fonctionnement ACAP	7 000	7 000	0	-7 000	-100,00
8-15-24 - Radio Rurale (entretien et fonctionnement)	21 800	22 000	0	-22 000	-100,00
8-15-25 - Dotation Forum de l'Unité	5 700	6 000	0	-6 000	-100,00
8-15-26 - Comité de la francophonie- ACCT	700	0	0	0	
8-15-28 - Direction Gle Développement et Promo. Culture	1 600	1 600	0	-1 600	-100,00
8-15-29 - Manifestations Culturelles	3 000	3 000	0	-3 000	-100,00
8-15-30 - Direction Générale Arts et Culture	1 600	2 000	0	-2 000	-100,00
8-15-31 - Fonctionnement Services Régionaux	700	700	0	-700	-100,00
8-15-32 - Musées Monuments Provinciaux	1 400	1 500	0	-1 500	-100,00
8-15-33 - Mobilier et matériel de bureau culture	2 200	2 200	0	-2 200	-100,00
8-15-34 - Direction Gle Ress. Humaines Culture	1 700	2 000	0	-2 000	-100,00
8-15-35 - Direction Gle de la Francophonie	0	1 500	0	-1 500	-100,00
8-15-36 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	2 500	1 750	-750	-30,00
8-15-37 - Direction Gle Poste et Télécommunication	0	1 500	1 050	-450	-30,00
8-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
8-15-91 - Carb. lub. Services Postes et Télécommunicat.	1 600	1 600	1 120	-480	-30,00
8-15-92 - Carburant et lubrifiant Radio Rurale	10 900	10 900	0	-10 900	-100,00
8-15-93 - Carb. lub. Fonctionmt. Communication	1 700	1 750	0	-1 750	-100,00
8-15-94 - Carburants Direction Gle Arts et Culture	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
8-15-95 - Carb. et lub. fonctionmt services culture	700	1 000	0	-1 000	-100,00
8-15-96 - Carb. et Lub. D.Gle Dev. Promo. Cult.	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
8-15-97 - Carb. et Lub. D.Gle Ress Hum Culture	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
8-16 - Dépenses courantes et diverses du Cabinet du Ministre Délégué	3 900	4 500	0	-4 500	-100,00
8-16-10 - Cabinet ministre	2 200	2 500	0	-2 500	-100,00
8-16-90 - Carb. et lub. Cabinet	1 700	2 000	0	-2 000	-100,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 9 - MIN. EQUIPEMENT ET TRANSPORTS	724 600	746 779	905 344	158 565	21,23
9-10 - Personnel	627 200	642 879	836 754	193 875	30,16
9-10-10 - Personnel titulaire T.P	465 700	477 342	514 513	37 171	7,79
9-10-11 - Personnel titulaire Transport	0	0	151 889	151 889	
9-10-94 - Personnel d'appui Transport	0	0	3 808	3 808	
9-10-96 - Personnel d'appui TP	10 000	10 250	11 097	847	8,26
9-10-97 - Personnel d'appui Garages Régionaux	1 500	1 537	1 697	160	10,41
9-10-99 - Personnel d'appui Aménagement Territoire	150 000	153 750	153 750	0	0,00
9-15/16 - Dépenses courantes et div.	97 400	103 900	68 590	-35 310	-33,98
9-15 - Dépenses courantes et diverses	93 500	99 400	68 590	-30 810	-31,00
9-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
9-15-11 - Secrétariat Général	1 300	1 500	1 050	-450	-30,00
9-15-12 - Inspection Centrale	1 000	1 000	700	-300	-30,00
9-15-16 - Matériel et Outillage Manif. Officielles	1 600	2 000	1 400	-600	-30,00
9-15-17 - Pièces détachées véhicules légers	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
9-15-18 - Entretien matériels roulants	8 700	9 000	6 300	-2 700	-30,00
9-15-20 - Direct. Génér. de l'Équipement (TP)	900	1 000	700	-300	-30,00
9-15-22 - Direct. des Ressources (Services Appui)	1 000	1 000	700	-300	-30,00
9-15-23 - Directions Régionales de l'Équipement	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
9-15-24 - Eau	6 300	6 300	6 300	0	0,00
9-15-25 - Electricité	7 500	7 500	7 500	0	0,00
9-15-26 - Téléphone, Télex, Fax	18 600	18 600	18 600	0	0,00
9-15-27 - Cellule Planification Equipement	700	1 000	700	-300	-30,00
9-15-28 - Cellule Coordination Equipement	700	1 000	700	-300	-30,00
9-15-29 - Dir. Générale Aménagement du Territoire	900	1 200	0	-1 200	-100,00
9-15-30 - Dir. Générale des Etudes et de la Planification	900	1 200	840	-360	-30,00
9-15-33 - Directions Régionales Transport	700	1 000	700	-300	-30,00
9-15-34 - Direction Génér. Transport Surface	1 000	1 000	700	-300	-30,00
9-15-35 - Direct. Générale Aviation Civile Météo	1 000	1 000	700	-300	-30,00
9-15-36 - Inspection Centrale Habitat	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
9-15-37 - Dir. Génér. de l'Urbanisme Habitat et Edifices Publics	3 000	3 000	0	-3 000	-100,00
9-15-38 - DGLC	1 700	1 700	0	-1 700	-100,00
9-15-39 - Directions Régionales Urbanisme	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
9-15-40 - Entretien Matériels Topographiques	2 200	2 200	0	-2 200	-100,00
9-15-41 - Fonctionnement chargé de mission Habitat	1 300	1 300	0	-1 300	-100,00
9-15-42 - Fonctionnement chargé de mission Transport	1 300	1 300	910	-390	-30,00
9-15-43 - Fonctionnement chargé de mission Equipement	1 300	1 300	910	-390	-30,00
9-15-44 - Cellule contre VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
9-15-88 - Carb. Lub. Inspection Générales Equipement	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
9-15-89 - Carb. lub. Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
9-15-90 - Carburants et lubrifiants Services Habitat	3 900	3 900	0	-3 900	-100,00
9-15-91 - Carburants et lubrifiants Services Centraux Equipemnt	4 900	4 900	3 430	-1 470	-30,00
9-15-92 - Carb. lub. Fonctionn. Services Centraux Transport	1 000	1 000	700	-300	-30,00
9-15-93 - Carburant et lubrifiant Cellules Planif. Et Coordin	1 200	1 200	840	-360	-30,00
9-15-95 - Carburant et lubrifiants Directions Régionales Equipmt	3 000	3 000	2 100	-900	-30,00
9-15-96 - Carb. lub. Directions Régionales Transport	1 300	1 300	910	-390	-30,00
9-15-97 - Carb. Lub Inspection Centrale	1 300	1 300	910	-390	-30,00
9-15-98 - Carb. Lub Chargés de mission.	3 000	3 000	2 100	-900	-30,00
9-16 - Dépenses courantes et diverses du Cabinet du Ministre Délégué	3 900	4 500	0	-4 500	-100,00
9-16-10 - Cabinet ministre	2 200	2 500	0	-2 500	-100,00
9-16-90 - Carb. Et lub. Cabinet	1 700	2 000	0	-2 000	-100,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP.10 - MIN. JUSTICE DROIT DE L'HOMME ET BONNE GOUVERNANCE	1 151 800	1 216 395	1 449 803	233 408	19,19
10-10 - Personnel	967 800	991 995	1 290 623	298 628	30,10
10-10-10 - Personnel titulaire	961 000	985 025	1 280 459	295 434	29,99
10-10-99 - Personnel d'appui	6 800	6 970	10 164	3 194	45,82
10-15 - Dépenses courantes et diverses	184 000	224 400	159 180	-65 220	-29,06
10-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
10-15-20 - Fonctionnement OHADA	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-21 - Cour d'Appel Ouest	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
10-15-22 - Cour d'Appel Est	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
10-15-23 - Fonctionn. Cour d'Appel Bangui	2 000	2 000	1 400	-600	-30,00
10-15-24 - Tribunal Grande Inst. Bangui	2 000	2 000	1 400	-600	-30,00
10-15-25 - Imprimés pièces d'exécution	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
10-15-27 - Direction administration pénitentiaire	1 300	1 300	910	-390	-30,00
10-15-28 - Direction Affaires Civiles et du Sceau	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-29 - Direction Affaires Criminelles et des Grâces	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-30 - Alimentation Maison Centrale	70 000	80 000	56 000	-24 000	-30,00
10-15-31 - Alimentation Etabliss. pénitentiaires provinciaux	25 000	25 000	17 500	-7 500	-30,00
10-15-32 - Fonctionnement maison centrale	400	1 500	1 050	-450	-30,00
10-15-35 - Entretien Maisons Pénitentiaires	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
10-15-36 - Fonct. DSAF	1 500	1 500	1 050	-450	-30,00
10-15-37 - Fonct. Cour Cassation	2 600	2 600	1 820	-780	-30,00
10-15-38 - Fonct. Conseil Etat	2 600	2 600	1 820	-780	-30,00
10-15-39 - Fonct. Cour Comptes	2 600	3 500	2 450	-1 050	-30,00
10-15-40 - Cession criminelle	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
10-15-41 - Fonct. Inspection Générale Services Judiciaires	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-42 - Direction de la réforme du droit	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-43 - Tribunal pour enfants	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-44 - Fonct. Haute Cour Justice	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
10-15-45 - Cellule contre VIH/SIDA	0	2 000	0	-2 000	-100,00
10-15-46 - Tribunal administratif	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-47 - Tribunal de travail	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-48 - Eau	2 200	2 200	2 200	0	0,00
10-15-49 - Electricité	3 500	3 500	3 500	0	0,00
10-15-50 - Téléphone, Télec, Fax	8 300	8 300	8 300	0	0,00
10-15-51 - Achats mobiliers Tribunaux et Cours d'Appel	6 500	6 500	4 550	-1 950	-30,00
10-15-52 - Frais soins médic. maison pénit	400	400	280	-120	-30,00
10-15-53 - Rentrée judiciaire	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
10-15-54 - CSM, CCCE, CPPC	2 200	2 200	1 540	-660	-30,00
10-15-55 - Fonct. Direction Générale Services Judiciaires	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
10-15-56 - Commission Nationale Droit de l'enfant	800	800	560	-240	-30,00
10-15-57 - Tribunal Grande Instance Bangui (Arrondisnt)	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-58 - Tribunal Grande Instance 2 è degré	3 000	3 000	2 100	-900	-30,00
10-15-59 - Tribunal de Commerce	1 000	1 000	700	-300	-30,00
10-15-73 - Tribunal Grande Instance 3 è degré	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
10-15-74 - Tribunaux Instances	700	700	490	-210	-30,00
10-15-75 - Frais de Justice Bangui	0	8 000	5 600	-2 400	-30,00
10-15-76 - Frais de Justice Province	0	15 000	10 500	-4 500	-30,00
10-15-77 - Service Presse	0	600	420	-180	-30,00
10-15-84 - Carb. et Lub. Direction Service Admi. et Fin.	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
10-15-85 - Carb. et Lubr. Tribunal commerce	700	1 000	700	-300	-30,00
10-15-86 - Carb lub Tribunal de Travail	700	1 000	700	-300	-30,00
10-15-87 - Carb. et Lub Cour des Comptes	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
10-15-88 - Carb. et Lub cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
10-15-89 - Carb. et Lub Maison centrale	1 400	2 000	1 400	-600	-30,00
10-15-90 - Carb. et lub Inspect Générale Judiciaire	1 400	1 400	980	-420	-30,00
10-15-91 - Carb. et lub Cours d'Appel OUEST	1 300	1 300	910	-390	-30,00
10-15-92 - Carb. et lub Cours d'Appel EST	1 300	1 300	910	-390	-30,00
10-15-93 - Carb lub Direction Gle Services Judiciaires	2 200	2 200	1 540	-660	-30,00
10-15-94 - Carb lub Cour de Cassation	1 300	1 300	910	-390	-30,00
10-15-95 - Carb lub Conseil d'Etat	1 300	1 300	910	-390	-30,00
10-15-96 - Carb lub Haute Cour de justice	1 300	1 300	910	-390	-30,00
10-15-97 - Carb lub Cour d'Appel	1 200	1 200	840	-360	-30,00
10-15-98 - Carb lub TGI Bangui	900	900	630	-270	-30,00
10-15-99 - Carb lub Tribunal Administratif	900	900	630	-270	-30,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 11 - MIN. DEFENSE NATIONALE. RESTRUC. ARMES ET DESARMEMENT	7 477 200	7 874 262	8 729 544	855 282	10,86
11-10 - Personnel	5 974 500	6 120 862	6 993 834	872 972	14,26
11-10-10 - Personnel Titulaire	5 937 600	6 083 040	6 950 700	867 660	14,26
11-10-99 - Personnel d'appui	36 900	37 822	43 134	5 312	14,04
11-15/16 - Dépenses courantes Défense	1 502 700	1 753 400	1 735 710	-17 690	-1,01
11-15 - Dépenses courantes&diverses S,E	1 466 800	1 748 900	1 710 160	-38 740	-2,22
11-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
11-15-11 - Etat Major	4 700	4 700	2 350	-2 350	-50,00
11-15-12 - Fonctionnement des services Centraux	7 800	8 500	4 250	-4 250	-50,00
11-15-13 - Fonctionnement des Corps de Troupe	15 700	18 000	9 000	-9 000	-50,00
11-15-15 - Fonctionnement Gendarmerie	11 300	11 300	5 650	-5 650	-50,00
11-15-16 - Fonctionnement régions Militaires	5 200	12 000	6 000	-6 000	-50,00
11-15-17 - Forces Aériennes	5 200	5 000	2 500	-2 500	-50,00
11-15-18 - Services de Santé	7 000	6 000	3 000	-3 000	-50,00
11-15-19 - Fonctionnement Service Social	1 200	1 200	600	-600	-50,00
11-15-20 - Alimentation des Troupes	400 000	500 000	700 000	200 000	40,00
11-15-21 - Alimentation opérationnelle	170 000	200 000	300 000	100 000	50,00
11-15-22 - Habillement, couchage, camp, ameublem.	26 100	40 000	20 000	-20 000	-50,00
11-15-23 - Entretien Matériel des corps de troupe	8 700	8 700	4 350	-4 350	-50,00
11-15-24 - Entretien Matériel Gendarmerie	7 800	7 800	3 900	-3 900	-50,00
11-15-25 - Infrastructures Corps de Troupes	18 200	18 200	9 100	-9 100	-50,00
11-15-26 - Instruction Formation Militaire	4 300	4 300	0	-4 300	-100,00
11-15-27 - Entretien Matériel RTG	8 700	9 000	4 500	-4 500	-50,00
11-15-28 - Fonctionnement Tribunal Militaire Permanent	1 500	1 500	750	-750	-50,00
11-15-29 - Transport aérien	23 900	40 000	40 000	0	0,00
11-15-30 - Mission Administr. Techniq. Intérieur	15 200	15 000	7 500	-7 500	-50,00
11-15-31 - Eau	60 000	60 000	60 000	0	0,00
11-15-32 - Electricité	30 500	30 500	30 500	0	0,00
11-15-33 - Téléphone, Téléx, Fax	15 200	15 200	15 200	0	0,00
11-15-34 - Formation FACA	200 000	150 000	100 000	-50 000	-33,33
11-15-35 - Infrastructures Gendarmerie	8 700	8 700	4 350	-4 350	-50,00
11-15-36 - Inspection Générale et Inspecteurs Armée Nationale	4 300	4 000	2 000	-2 000	-50,00
11-15-37 - Fonctionnement Force Navale	1 600	1 600	800	-800	-50,00
11-15-38 - Achats médicaments et matériaux médicaux	10 900	10 000	5 000	-5 000	-50,00
11-15-39 - Secrétariat Général	1 700	1 700	850	-850	-50,00
11-15-40 - Direction Générale d'Appui aux Services	3 900	3 900	0	-3 900	-100,00
11-15-41 - Fonctionnement SCDN	1 600	1 600	800	-800	-50,00
11-15-42 - Fonctionnement CSCM	1 600	1 600	0	-1 600	-100,00
11-15-43 - Fonctionnement Cdt Ecole et Centre d'instruction	1 600	1 600	800	-800	-50,00
11-15-44 - Fonctionnement Direction Générale de l'Intendance	2 400	2 400	1 200	-1 200	-50,00
11-15-45 - Fonctionnement DG Appui au développement	1 600	1 600	0	-1 600	-100,00
11-15-46 - Attaché Défense	50 000	45 000	22 500	-22 500	-50,00
11-15-47 - Contentieux	0	40 000	20 000	-20 000	-50,00
11-15-48 - Brigade Spéciale ville de Bangui	50 000	50 000	0	-50 000	-100,00
11-15-49 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	2 000	2 000	0	0,00
11-15-79 - Carb. Lub. Mission Spéciale Sécurité	0	100 000	80 000	-20 000	-20,00
11-15-80 - Carb. Lub. Tribunal Militaire Permanent	0	1 600	1 280	-320	-20,00
11-15-81 - Carb. Lub. Cdt DG Intendance	2 400	2 400	1 920	-480	-20,00
11-15-82 - Carb. Lub. Cdt Ecole et Centre d'Instruction	9 600	9 600	7 680	-1 920	-20,00
11-15-83 - Carb. Lub. CSCM	1 600	1 600	0	-1 600	-100,00
11-15-84 - Carb. Lub. CSDN	1 600	1 600	1 280	-320	-20,00
11-15-85 - Carb. Lub. DGAD	3 900	3 500	0	-3 500	-100,00
11-15-86 - Carb. Lub. Secrétaire Général	1 600	1 600	1 280	-320	-20,00
11-15-87 - Carb. Lub. Inspection Générale	1 600	2 500	2 000	-500	-20,00
11-15-88 - Carb. Lub. Force Navale	1 600	1 600	1 280	-320	-20,00
11-15-90 - Carburants et lubrifiants Corps de Troupe	130 600	115 000	92 000	-23 000	-20,00
11-15-91 - Carburants et lubrifiants Gendarmerie	39 200	40 000	32 000	-8 000	-20,00
11-15-93 - Carburants Soutes de Guerre	26 100	35 000	28 000	-7 000	-20,00
11-15-94 - Carburants RTG	10 500	10 500	8 400	-2 100	-20,00
11-15-95 - Carb. Lub. Armée de l'air	17 400	17 400	13 920	-3 480	-20,00
11-15-96 - Carb. lub. Intendance	900	3 500	2 800	-700	-20,00
11-15-97 - Appui Logistique CT	21 800	50 000	40 000	-10 000	-20,00
11-15-98 - Appui Logistique Gendarmerie	4 400	4 400	3 520	-880	-20,00
11-15-99 - Carb. Lub. Cabinet Ministre	1 700	2 000	1 600	-400	-20,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP-12 - MIN. CHARGE. SECURITE PUBLIQUE	0	0	138 430	138 430	
11-10 - Personnel		0	0	0	
12-10-10 - Personnel Titulaire					
12-10-99 - Personnel d'appui					
12- 15 Dépenses courantes et diverses	0	0	138 430	138 430	
12-15-10 Cabinet	0	0	1 750	1 750	
12-15-11 - Inspection Centrale Admini.Sces Police	0	0	2 400	2 400	
12-15-12 - Direction Générale de la police	0	0	6 400	6 400	
12-15-14 - Secrétariat Général	0	0	1 600	1 600	
12-15-20 - Ecole nationale de la police	0	0	28 000	28 000	
12-15-32 - Vacations école de police	0	0	3 520	3 520	
12-15-42 - Imprimés Cartes Identité Nationale - Passeport	0	0	24 000	24 000	
12-15-43 - Fonctionn. services migration - immigration	0	0	1 600	1 600	
12-15-44 - Cellule de lutte contre le sida	0	0	1 600	1 600	
12-15-61 - Habillement police	0	0	23 200	23 200	
12-15-70 - Equipement maintien de l'ordre	0	0	18 960	18 960	
12-15-71 - Instruments de musique	0	0	4 000	4 000	
12-15-85 - Carburants et lubrifiants Cabinet	0	0	1 400	1 400	
12-15-86 - Carb. et lub. Sces centraux Police	0	0	12 000	12 000	
12-15-87 - Carb. et lub. Police Admin. extérieure	0	0	3 200	3 200	
12-15-90 - Carburants et lubrifiants Ecole Police	0	0	1 200	1 200	
12-15-93 - Carb. et lub. Secrétaire Général	0	0	1 200	1 200	
12-15-96 - Carb. et lub. Direction migration - immigration	0	0	800	800	
12-15-97 - Carb. et lub. Maintien sécurité	0	0	1 600	1 600	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP.13 - MIN. ECONOMIE FINANCES ET BUDGET	2 690 700	2 790 250	2 877 297	87 047	3,12
13-10 - Personnel	2 064 100	2 115 700	2 280 492	164 792	7,79
13-10-10 - Personnel Titulaire Finances	1 943 800	1 992 395	2 147 559	155 164	7,79
13-10-91 - Personnel appui Secrétariat Général	25 300	25 932	27 990	2 058	7,94
13-10-92 - Personnel appui DGSC	12 900	13 222	14 278	1 056	7,99
13-10-93 - Personnel appui Contrôle Financier	19 200	19 680	21 173	1 493	7,59
13-10-94 - Personnel appui Trésor	8 800	9 020	9 771	751	8,33
13-10-95 - Personnel appui Ministère	29 300	30 032	32 360	2 328	7,75
13-10-96 - Personnel appui IGF	1 800	1 845	1 983	138	7,48
13-10-97 - Personnel appui DGID	18 300	18 757	20 236	1 479	7,89
13-10-98 - Personnel appui Douanes	3 100	3 177	3 423	246	7,74
13-10-99 - Personnel appui Service marchés	1 600	1 640	1 719	79	4,82
13-15/16 - Dépenses courantes et diverses	626 600	674 550	596 805	-77 745	-11,53
13-15 - Dépenses courantes et diverses	622 700	670 050	596 805	-73 245	-10,93
13-15-10 - Cabinet Ministre	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
13-15-11 - Fonct. C.M et Direction Mixte Régies	2 200	2 200	1 540	-660	-30,00
13-15-14 - Inspection Générale de Finances	5 200	5 500	3 850	-1 650	-30,00
13-15-15 - Secrétariat Général des Finances	2 400	3 000	2 100	-900	-30,00
13-15-16 - Frais récep.miss.FMI,BM,BAD,CEMAC	10 500	10 500	7 350	-3 150	-30,00
13-15-17 - Entretien matériels roulants	8 700	10 000	7 000	-3 000	-30,00
13-15-19 - Achat et Entretien Mobilier de bureau	6 500	6 500	4 550	-1 950	-30,00
13-15-20 - Direction Générale des Impôts	17 400	17 400	17 400	0	0,00
13-15-23 - Direction des Ressources	3 900	5 000	3 500	-1 500	-30,00
13-15-30 - Direction Générale des Douanes	26 100	26 500	26 500	0	0,00
13-15-31 - Fonds de lutte contre fraude Douanière	21 800	22 000	22 000	0	0,00
13-15-32 - Fonds de lutte contre fraude Fiscale	21 800	22 000	22 000	0	0,00
13-15-33 - Campagne et vulgarisation T V A	8 700	4 000	2 800	-1 200	-30,00
13-15-34 - Inspections Régionales des Douanes	6 500	6 500	4 550	-1 950	-30,00
13-15-35 - Direction des pensions	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
13-15-40 - Direction Générale du Trésor	17 400	18 000	18 000	0	0,00
13-15-41 - Agences Spéciales et Paieries Trésor	13 900	14 000	9 800	-4 200	-30,00
13-15-42 - Abonnements périodiques	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
13-15-44 - Fonctionnement DMCCAB	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
13-15-46 - Direction du Budget	3 500	4 000	2 800	-1 200	-30,00
13-15-50 - Direction Gén. des Services Centraux	5 200	5 200	3 640	-1 560	-30,00
13-15-51 - Frais de confection des lois de Finances	50 000	50 000	40 000	-10 000	-20,00
13-15-52 - Direction du Contrôle Financier	3 500	4 000	2 800	-1 200	-30,00
13-15-53 - Délégations du Contrôle Financier	7 000	7 000	4 900	-2 100	-30,00
13-15-54 - Direction de la Solde	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
13-15-55 - Fonctionnement Service Marchés Publics	13 900	13 900	9 730	-4 170	-30,00
13-15-56 - Imprimés Finances	21 800	22 000	22 000	0	0,00
13-15-57 - Direction de la Dette	3 500	5 000	3 500	-1 500	-30,00
13-15-58 - Eau	3 500	6 000	6 000	0	0,00
13-15-59 - Electricité	9 100	9 100	9 100	0	0,00
13-15-60 - Téléphone, Téléx, Fax	20 000	20 000	20 000	0	0,00
13-15-61 - Service Presse	900	900	700	-200	-22,22
13-15-62 - Conférence annuelle des Régies	0	5 000	3 500	-1 500	-30,00
13-15-63 - Cellule de lutte contre le VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
13-15-64 - Direction des Services Régionaux DGID	0	5 000	3 500	-1 500	-30,00
13-15-65 - Centres Préfectoraux DGID	0	20 000	14 000	-6 000	-30,00
13-15-66 - Quote-Part Régies Financières	100 000	100 000	100 000	0	0,00
13-15-67 - Quote-Part Bloc-Finances, SGF, IGF et Cabinet	100 000	100 000	100 000	0	0,00
13-15-80 - Carburants et lubrifiants IGF	8 400	11 000	7 700	-3 300	-30,00
13-15-81 - Carburants et lubrifiants S.G.F.	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
13-15-82 - Carburants et lubrifiants D.G.I.D.	17 400	17 500	17 500	0	0,00
13-15-83 - Carburants et lubrifiants Douanes	17 400	17 500	17 500	0	0,00
13-15-84 - Carburant et lubrifiant Trésor	10 900	11 000	11 000	0	0,00
13-15-85 - Carb. et lubr. Dir. et Délégations C.F.	6 500	7 000	4 900	-2 100	-30,00
13-15-86 - Carb.lub. Dir. Gle. Svcs. Centraux	3 900	4 500	3 150	-1 350	-30,00
13-15-87 - Carburants et Lubrifiants Direction Dette	2 600	3 000	2 100	-900	-30,00
13-15-88 - Carburants et Lubrifiants Direction Pensions	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00

Page N° 44

REPARTITION DES DÉPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 14 - MIN. AFFAIRES ETRANGERES, INTEGRATION REGIONALE ET FRANCOPHONIE	2 096 375	2 143 654	2 142 930	-2 224	-0,10
14-10 - Personnel	1 481 800	1 518 844	1 637 160	118 316	7,79
14-10-10 - Personnel Titulaire	345 600	354 240	381 825	27 585	7,79
14-10-11 - Personnel Diplomates et stagiaires	1 118 700	1 146 667	1 235 966	89 299	7,79
14-10-99 - Personnel appui Ministère	17 500	17 937	19 369	1 432	7,98
14-15/16/25 - Dépenses cour. et div.	614 575	624 810	505 770	-120 540	-19,29
14-15 - Dépenses courantes et diverses	449 500	452 100	334 110	-119 490	-26,43
14-15-10 - Cabinet du Ministre	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
14-15-12 - Secrétariat Général	1 400	1 400	980	-420	-30,00
14-15-15 - Entretien Salle de Conférence	5 200	5 200	3 640	-1 560	-30,00
14-15-16 - Entretien de bâtiments	2 800	2 800	1 960	-840	-30,00
14-15-17 - Mobilier matériel outillage	1 400	1 400	980	-420	-30,00
14-15-18 - Direction Gnie Aff. Politiques	600	600	420	-180	-30,00
14-15-19 - Direction Gnie Protocole Etat	600	600	420	-180	-30,00
14-15-20 - Direction Gnie Aff. Jurid. et Techn.	600	600	420	-180	-30,00
14-15-21 - Direction Gestion Ressources	600	600	420	-180	-30,00
14-15-22 - Direction Gestion Ambassades	600	600	420	-180	-30,00
14-15-26 - Fonds communs Ambassades	22 200	22 200	15 540	-6 660	-30,00
14-15-27 - Commission Mixte	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
14-15-28 - Location Réhabili. Immeubles Amb.	217 700	217 700	152 390	-65 310	-30,00
14-15-30 - Fonctiонт. et entretien Amb. de PARIS	13 100	13 100	9 170	-3 930	-30,00
14-15-32 - Fonctiонт. et entr. Représent. ONU	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
14-15-34 - Fonctiонт. et entr. Amb. WASHINGTON	13 900	13 900	9 730	-4 170	-30,00
14-15-36 - Fonctiонт. et entr. Amb. BRUXELLES	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
14-15-38 - Fonctiонт. et entretien Amb. BONN	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
14-15-40 - Fonctiонт. et entretien Amb. YAOUNDE	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
14-15-42 - Fonctiонт. et entr. Amb. N'DJAMENA	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
14-15-44 - Fonctiонт. et entretien Amb. KINSHASA	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
14-15-46 - Fonct. et entretien Amb. BRAZZAVILLE	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
14-15-50 - Fonctiонт. et entretien Amb. Le CAIRE	5 700	5 700	3 990	-1 710	-30,00
14-15-52 - Fonctiонт. et entretien Amb. PEKIN	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
14-15-56 - Fonctiонт. et entretien Amb. RABAT	7 700	7 700	5 390	-2 310	-30,00
14-15-58 - Fonctiонт. et entretien Amb. ABIDJAN	5 200	5 200	3 640	-1 560	-30,00
14-15-64 - Fonctiонт. et entretien Amb. MOSCOU	8 700	8 700	6 090	-2 610	-30,00
14-15-65 - Fonctiонт. et entretien Amb. TRIPOLI	5 700	5 700	3 990	-1 710	-30,00
14-15-66 - Fonctiонт. et entretien Amb. ABUJA	5 700	5 700	3 990	-1 710	-30,00
14-15-67 - Fonctiонт. et entretien Amb. KHARTOUM	5 700	5 700	3 990	-1 710	-30,00
14-15-68 - Fonctiонт. et entretien Consulat SARH	2 400	2 400	1 680	-720	-30,00
14-15-69 - Fonctiонт. et entretien Rep. DOUALA	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
14-15-70 - Fonctiонт. et entr. Rep. POINTE NOIRE	1 000	1 000	700	-300	-30,00
14-15-71 - Eau	10 000	10 000	10 000	0	0,00
14-15-72 - Electricité	9 600	9 600	9 600	0	0,00
14-15-73 - Téléphone, Télec, Fax, Valises diplomat.	39 200	39 200	39 200	0	0,00
14-15-74 - Abonnement journaux	700	700	400	-210	-30,00
14-15-75 - Passeport Diplomatique	6 000	6 000	4 200	-1 800	-30,00
14-15-76 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
14-15-78 - Direction Gie de la Francophonie	0	0	0	-1 500	-30,00
14-15-91 - Carb. et lubr. Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
14-15-92 - Carb. et lubr. Secrétariat Général	1 300	1 300	910	-390	-30,00
14-15-93 - Carb. et lubr. DGAP, DGPE, DGAJT, DGR, DGA, DGF	3 500	3 500	2 450	-1 050	-30,00
14-16 - Dépenses cour. et diverses S.E	3 900	4 200	3 150	-1 050	-25,00
14-16-10 - Cabinet du Secrétaire d'Etat	2 200	2 200	1 750	-450	-20,45
14-16-90 - Carburant et lubrifiant du Ministre	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
14-25 - Dépenses de persnl statut local	161 175	168 510	168 510	0	0,00
14-25-10 - Représentant Permanent NEW YORK	14 700	15 350	15 350	0	0,00
14-25-11 - Ambassade WASHINGTON	14 700	15 350	15 350	0	0,00
14-25-12 - Ambassade BONN	10 500	11 000	11 000	0	0,00
14-25-13 - Ambassade Le CAIRE	6 825	7 130	7 130	0	0,00
14-25-14 - Ambassade PEKIN	5 250	5 500	5 500	0	0,00

[illegible]

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 16 - MIN. EDUCATION NATIONALE	9 762 300	10 130 536	9 822 931	-307 605	-3,04
ALPHABETISATION ENSEIGNEMENT SUP RECHERCHE					
16-10 - Personnel	7 869 500	8 066 236	8 694 361	628 125	7,79
16-10-10 - Pers. Titulaire Enseign. Fond. et Tech.	6 965 000	7 139 125	7 695 114	555 989	7,79
16-10-11 - Pers. Titulaire Enseignement Supérieur	774 500	793 862	855 636	61 774	7,78
16-10-94 - Personnel Appui Enseignement Supérieur	46 500	47 662	51 357	3 695	7,75
16-10-95 - Personnel Appui Bangui	33 300	34 132	36 823	2 691	7,88
16-10-96 - Personnel Appui Provinces	50 200	51 455	55 431	3 976	7,73
16-15/16 - Dépenses courantes et diverses	1 892 800	2 064 300	1 128 570	-935 730	-45,33
16-15 - Dépenses courantes et diverses	1 298 500	1 456 100	801 910	-654 190	-44,93
Ministère Education Nat					
16-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
16-15-11 - Fonctionnement Services Généraux	1 500	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-15-12 - Direction Gle. de l'Ens. Privé et du Partenariat	1 500	1 500	750	-750	-50,00
16-15-13 - Secrétariat Général	1 900	2 500	1 250	-1 250	-50,00
16-15-14 - Inspection Académique	13 900	18 000	9 000	-9 000	-50,00
16-15-15 - Direction Gén. Adm. et Finances	1 100	1 500	750	-750	-50,00
16-15-16 - Direction Générale des Enseignements	1 100	1 500	750	-750	-50,00
16-15-17 - Dir. Générale de la recherche pédag.	1 100	1 500	750	-750	-50,00
16-15-18 - Dir. Enseign. Préscol. et Fondam. 1	1 500	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-15-19 - Dir. Enseign. Général et Technique	1 100	1 500	750	-750	-50,00
16-15-20 - Dir. Budget, Comptabilité et Matériel	1 100	1 500	750	-750	-50,00
16-15-21 - Direction des Examens et Concours	1 100	1 500	750	-750	-50,00
16-15-22 - Direction Constr. et Equip. Scolaires	2 300	3 000	1 500	-1 500	-50,00
16-15-23 - Dir. Centre Form. Prépr. et Profess.	1 000	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-15-24 - Direction Statistique et Carte Scolaire	3 700	5 000	2 500	-2 500	-50,00
16-15-25 - Direction. de l'Ens. Privé	700	1 000	500	-500	-50,00
16-15-26 - Direction Education Non Formelle	1 500	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-15-27 - Direction Administration et Personnel	1 900	2 500	1 250	-1 250	-50,00
16-15-28 - Direction Orientation Scolaire	1 100	1 500	750	-750	-50,00
16-15-29 - Inspection Enseign. Fondamental 1	19 200	25 000	12 500	-12 500	-50,00
16-15-30 - Inspection Générale	3 800	5 000	2 500	-2 500	-50,00
16-15-31 - Préparation Edition Manuel Sango	6 400	8 500	4 250	-4 250	-50,00
16-15-32 - Service national Santé Scolaire ET Univ.	2 400	4 000	2 000	-2 000	-50,00
16-15-33 - Centres Pédagogiques Régionaux	19 200	25 000	12 500	-12 500	-50,00
16-15-34 - Mission Nationale pour l'UNESCO	14 400	16 000	8 000	-8 000	-50,00
16-15-35 - Service Oeuvres Educatives	900	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-15-36 - Centre National Formation Continue	1 500	3 000	1 500	-1 500	-50,00
16-15-37 - Direction Etude et Planification	1 900	2 500	1 250	-1 250	-50,00
16-15-38 - Comité de suivi Etats généraux	3 700	3 000	1 500	-1 500	-50,00
16-15-39 - Entretien Ecoles Secondaires	144 500	140 000	70 000	-70 000	-50,00
16-15-40 - Entretien Ecoles Primaires	228 100	240 000	120 000	-120 000	-50,00
16-15-41 - Fourniture Manuels Fondam1	144 500	190 000	95 000	-95 000	-50,00
16-15-42 - Fourniture Manuels Fondam2	114 100	170 000	85 000	-85 000	-50,00
16-15-43 - Impression de manuels scolaires	7 500	1 000	500	-500	-50,00
16-15-44 - Rentrée Scolaire	15 200	16 000	8 000	-8 000	-50,00
16-15-45 - Part. fonct. Garage Education Nationale	1 900	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-15-46 - Lycée B. BOGANDA	10 400	10 400	5 200	-5 200	-50,00
16-15-47 - Lycée M. J. CARON	8 300	8 500	4 250	-4 250	-50,00
16-15-48 - Lycée des Martyrs	6 600	7 000	3 500	-3 500	-50,00
16-15-49 - Lycée des RAPIDES	6 800	7 000	3 500	-3 500	-50,00
16-15-50 - Lycée de FATIMA	6 800	7 000	3 500	-3 500	-50,00
16-15-51 - Lycée de MISKINE	6 800	7 000	3 500	-3 500	-50,00
16-15-52 - Lycée Technique	41 800	45 000	22 500	-22 500	-50,00
16-15-53 - Lycée de GOBONGO	6 800	7 000	3 500	-3 500	-50,00
16-15-54 - Lycée de BIMBO	6 800	7 000	3 500	-3 500	-50,00
16-15-55 - Collège Technique Féminin	18 700	20 000	10 000	-10 000	-50,00
16-15-56 - Centre Formation Artisanale	4 600	5 000	2 500	-2 500	-50,00
16-15-57 - ENI BAMBARI	12 600	15 000	7 500	-7 500	-50,00
16-15-58 - Restaurant ENI BAMBARI	28 700	30 000	15 000	-15 000	-50,00
16-15-59 - Direction Générale IRFP	4 600	5 000	2 500	-2 500	-50,00
16-15-60 - Lycée Application ENS	2 300	3 000	1 500	-1 500	-50,00
16-15-61 - Etablis. Provinciaux Secondaires	56 600	60 000	30 000	-30 000	-50,00
16-15-62 - Organes PNDE	3 800	3 800	1 900	-1 900	-50,00
16-15-63 - Direction du Partenariat éducatif	800	1 000	500	-500	-50,00
16-15-65 - Documentatn Inspec. Général Enseign.	1 100	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-15-66 - Carb. et Lubr. DGAF	2 600	2 000	1 600	-400	-20,00
16-15-67 - Carb. et Lubr. Direction Générale Ens.	800	1 000	800	-200	-20,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
16-15-68 - Entretien Matériel Didactique	2 600	3 000	1 500	-1 500	-50,00
16-15-69 - Edition Fascicules Manuels Didactiques	6 300	7 000	3 500	-3 500	-50,00
16-15-70 - Direction Enseignement Technique	1 900	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-15-71 - Carburant UNESCO	800	1 000	500	-500	-50,00
16-15-72 - Enseignements Compl. Secondaires (vacation)	78 400	78 400	39 200	-39 200	-50,00
16-15-73- Carb. et Lubr. Missions IGE	2 300	2 500	1 250	-1 250	-50,00
16-15-77 - Organisation Concours et Examens	43 500	45 000	22 500	-22 500	-50,00
16-15-78 - Téléphone, Télex, Fax	22 900	22 900	22 900	0	0,00
16-15-86 - Eau	67 800	67 800	67 800	0	0,00
16-15-87 - Electricité	37 600	37 600	37 600	0	0,00
16-15-88 - Entretien RTS	1 100	1 100	880	-220	-20,00
16-15-89 - Carb. et Lubr. Services Généraux	1 500	2 000	1 600	-400	-20,00
16-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	1 700	2 000	1 600	-400	-20,00
16-15-91 - Carb. et Lubr. Inspections Académiques.	6 100	6 500	5 200	-1 300	-20,00
16-15-92 - Carburants et Lubrifiants INRAP	1 100	1 100	880	-220	-20,00
16-15-93 - Carb. et Lubr. Insp. Ens. Fond.	6 100	6 500	5 200	-1 300	-20,00
16-15-94 - Carb. et Lubrifiants Form. Pratiques	1 000	1 000	800	-200	-20,00
16-15-95 - Carb. et Lubr. DGEESP	800	1 000	800	-200	-20,00
16-15-96 - Carb. et Lubr. ENI BAMBARI	1 900	2 000	1 600	-400	-20,00
16-15-97 - Carb. et Lubr. Insp. Gén. Enseignem.	1 500	1 500	1 200	-300	-20,00
16-15-98 - Car. et Lub. Secrétariat Général	800	1 000	800	-200	-20,00
16-15-99 - Car. et Lub. Dir. Gle. Ens. Privé et partenariat éducatif	2 000	2 000	1 600	-400	-20,00
16-16 - Dépenses courantes et diverses	590 400	603 700	323 510	-280 190	-46,41
Enseignement Supérieur					
16-16-11 - Entretien Etabliss. Universitaires	12 200	12 200	6 100	-6 100	-50,00
16-16-12 - Entretien Cité Universitaire	7 800	8 000	4 000	-4 000	-50,00
16-16-13 - Fournitures Etabl. Universitaires	26 100	27 000	13 500	-13 500	-50,00
16-16-14 - Restaurant Université et ENS	78 400	80 000	40 000	-40 000	-50,00
16-16-15 - Enseignem. compl. Université (vacation)	231 600	232 000	116 000	-116 000	-50,00
16-16-16 - ISDR Cité	11 800	12 000	6 000	-6 000	-50,00
16-16-17 - ISDR Fonctionnement	8 700	8 700	4 350	-4 350	-50,00
16-16-18 - Rentrée Universitaire	3 700	5 000	2 500	-2 500	-50,00
16-16-19 - ISDR Restaurant	39 200	40 000	20 000	-20 000	-50,00
16-16-20 - Dir. Gén. Bourses et de la Formation	1 500	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-16-21 - Coopération Inter-Universitaire	9 600	10 000	5 000	-5 000	-50,00
16-16-22 - Dir. Bourses Stage	1 200	2 000	1 000	-1 000	-50,00
16-16-23 - Soutenance Thèse (FACSS)	8 700	8 700	4 350	-4 350	-50,00
16-16-24 - Equipement laboratoires	11 800	12 000	6 000	-6 000	-50,00
16-16-25 - Dir. Formation et Analyse Sociale	800	1 500	750	-750	-50,00
16-16-26 - Direction Générale de l'Ens. Sup. et la Recher. Scient.	1 500	1 500	750	-750	-50,00
16-16-27 - Direction de la Recher. Scient.	800	800	400	-400	-50,00
16-16-28 - Entretien mat. et outillage Rech. Scient.	1 200	1 200	600	-600	-50,00
16-16-29 - Commission Bourse	1 200	1 200	600	-600	-50,00
16-16-31 - Sortie Pédagogique	3 500	3 500	1 750	-1 750	-50,00
16-16-33 - Contribution CAMES	17 400	20 000	10 000	-10 000	-50,00
16-16-34 - Secrétariat Général	1 500	1 500	750	-750	-50,00
16-16-35 - Fonctionnement CENAREST	50 000	50 000	25 000	-25 000	-50,00
16-16-36 - Recherche Scientifique Fondamentale	7 800	7 800	3 900	-3 900	-50,00
16-16-37 - CURDHACA	3 700	3 700	1 850	-1 850	-50,00
16-16-38 - Direction Enseign. Sup.	800	1 000	500	-500	-50,00
16-16-39 - Electricité	11 800	11 800	11 800	0	0,00
16-16-40 - Eau	7 800	7 800	7 800	0	0,00
16-16-41 - Téléphone, Télex, Fax	13 100	13 100	13 100	0	0,00
16-16-42 - ENS Fonctionnement	2 700	2 700	2 160	-540	-20,00
16-16-43 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	2 500	2 000	-500	-20,00
16-16-90 - ISDR carburants et lubrifiants	6 100	6 100	4 880	-1 220	-20,00
16-16-91 - Carburants et lubrifiants université	2 000	2 000	1 600	-400	-20,00
16-16-93 - Carburants et lubr. rech. Scientifique	600	600	480	-120	-20,00
16-16-94 - Carb. lubr. Direction Gén. Bours. Stag.	800	800	640	-160	-20,00
16-16-95 - Carb. lub. Direction Génér. Enseign. Sup.	600	600	480	-120	-20,00
16-16-96 - Carb. lub. Secrétariat Général	1 000	1 000	800	-200	-20,00
16-16-97 - Carb. et lubr. Accueils Miss, Université	1 400	1 400	1 120	-280	-20,00
16-17 - Dépenses courantes et diverses du	3 900	4 500	3 150	-1 350	-30,00
Secrétariat d'Etat					
16-17-10 - Cabinet ministre	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
16-17-90 - Carb. Et lub. Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00

Page N° 49

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 18 - MIN. DU PLAN ET COOPERATION INTERNATIONALE	349 400	414 369	391 255	-23 114	-5,58
18-10 - Personnel	254 800	261 169	281 435	20 266	7,76
18-10-10 - Personnel Titulaire	223 700	229 292	247 140	17 848	7,78
18-10-91 - Personnel Appui Statistique	2 300	2 357	2 488	131	5,56
18-10-92 - Personnel Appui Plan	28 800	29 520	31 807	2 287	7,75
18-15/16- Dépenses courantes et div.	94 600	153 200	109 820	-43 380	-28,32
18-15- Dépenses courantes et diverses	90 700	148 700	109 820	-38 880	-26,15
18-15-10- Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
18-15-11 - Fonctionnement Secrétariat Général	0	2 000	1 400	-600	-30,00
18-15-12 - Direction des Ressource	0	3 000	2 100	-900	-30,00
18-15-13 - Fonctionnement services du Plan	3 500	4 000	2 800	-1 200	-30,00
18-15-14 - Direction Statistiques	10 000	10 000	7 000	-3 000	-30,00
18-15-15 - Entretien matériel informatique	2 400	2 400	1 680	-720	-30,00
18-15-16 - Eau	1 400	1 400	1 400	0	0,00
18-15-17 - Electricité	8 700	8 700	8 700	0	0,00
18-15-18 - Téléphone, Téléx, Fax	13 100	9 000	9 000	0	0,00
18-15-19 - Coordination	1 400	1 400	980	-420	-30,00
18-15-20 - Direction Générale Service Appui	1 300	1 300	910	-390	-30,00
18-15-21 - Table ronde bailleurs de fonds	30 000	30 000	21 000	-9 000	-30,00
18-15-22 - Fonctionnement Délégations Régionales	1 800	2 000	1 400	-600	-30,00
18-15-25 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
18-15-26 - Fonctionnement Gestion Produits de Dons	0	50 000	35 000	-15 000	-30,00
18-15-90 - Carb. et lubr. Division des Statistiques	2 800	3 000	2 100	-900	-30,00
18-15-91 - Carb. et Lubr. Accueil Missions	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
18-15-92 - Carb. et Lubr. Coordination	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
18-15-93 - Carb. et Lubr. Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
18-15-94 - Carb. et Lubr. Division Programme Projet	2 100	2 500	1 750	-750	-30,00
18-15-95 - Carb. et Lubr. Division Gestion Economie	2 100	2 500	1 750	-750	-30,00
18-15-96 - Carb. Lubr. Division Relations Extérieures	1 400	1 500	1 050	-450	-30,00
18-15-97 - Carb. et Lubr. Division Plan Stat. Régionales	1 400	1 500	1 050	-450	-30,00
18-15-98 - Carb. Lubr. Direction Générale Service d'Appui	1 400	1 500	1 050	-450	-30,00
18-15-99 - Carb. Lubr. Direction des ressources	0	1 500	1 050	-450	-30,00
18-16 - Dépenses cour. et div. du Cabinet du Ministre Délégué	3 900	4 500	0	-4 500	-100,00
18-16-10 - Cabinet du Ministre Délégué	2 200	2 500	0	-2 500	-100,00
18-16-90 - Carburant et lubrifiant du Ministre	1 700	2 000	0	-2 000	-100,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 19 - MIN. FONCT. PBQ, TRAVAIL, SECURITE SOCIALE ET INSERTION PROFESSIONNELLE	631 200	628 759	661 755	32 996	5,25
19-10 - Personnel	566 400	580 559	625 765	45 206	7,79
19-10-10 - Personnel Titulaire	474 200	486 055	523 853	37 798	7,78
19-10-11 - Banque du Personnel Titulaire	6 700	6 867	7 447	580	8,45
19-10-12 - Personnel titulaire Assemblée nationale	82 500	84 562	91 186	6 624	7,83
19-10-99 - Personnel d'Appui Ministère	3 000	3 075	3 279	204	6,63
19-15 - Dépenses courantes et diverses	64 800	48 200	35 990	-12 210	-25,33
19-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
19-15-11 - Fonctionnement DGFP	1 400	1 400	980	-420	-30,00
19-15-12 - Produits d'entretien	800	800	560	-240	-30,00
19-15-13 - Fonctionnement DG Emploi Prévo/ Soc.	1 000	1 000	700	-300	-30,00
19-15-14 - Fonctionnement Direction Méd. de Travail	600	1 000	700	-300	-30,00
19-15-16 - Fonctionnement SGFP	1 000	1 000	700	-300	-30,00
19-15-17 - Fonctionnement Direction Ressources	700	700	490	-210	-30,00
19-15-18 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
19-15-19 - Fonctionnement Inspect. Région Bria	600	600	420	-180	-30,00
19-15-20 - Fonctionnement Insp. région Bossangoa	600	600	420	-180	-30,00
19-15-21 - Multiplication et vulgarisation Statut F.P.	2 400	2 400	0	-2 400	-100,00
19-15-22 - Fonctionnement Inspection centrale	700	700	490	-210	-30,00
19-15-23 - Validation et vulgarisation nveau code travail	10 000	0	0	0	
19-15-30 - Insp. de Travail Centre Bangui	600	600	420	-180	-30,00
19-15-31 - Insp. Rég. Secteur Est Bambari	600	600	420	-180	-30,00
19-15-32 - Insp. Rég. secteur Ouest BERBERATI	600	600	420	-180	-30,00
19-15-33 - Insp. Rég. secteur Sud-Est BANGASSOU	600	600	420	-180	-30,00
19-15-34 - Insp. Régionale de M'BAIKI	600	600	420	-180	-30,00
19-15-36 - Direction Système et Méthodes	1 400	1 400	980	-420	-30,00
19-15-37 - Entretien Matériel Informatique	1 400	1 400	980	-420	-30,00
19-15-38 - Fonctionnement Organes Réformes	1 000	1 000	700	-300	-30,00
19-15-39 - Eau	800	800	800	0	0,00
19-15-40 - Electricité	1 400	1 400	1 400	0	0,00
19-15-41 - Téléphone, Télec, Fax	9 100	9 100	9 100	0	0,00
19-15-42 - Abonnements périodiques	200	200	140	-60	-30,00
19-15-43 - Forum national de l'emploi	10 000	0	0	0	
19-15-90 - Carb. et lubr. Chargés de Mission	1 000	1 000	700	-300	-30,00
19-15-91 - Carb. et lubr. Insp. Régionales	4 200	4 200	2 940	-1 260	-30,00
19-15-92 - Carb. lub. Secrétariat Général	800	800	800	0	0,00
19-15-93 - Carb. et lubr. Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
19-15-94 - Carb. lub Direction Ressources	1 000	1 000	1 000	0	0,00
19-15-95 - Carb. lub. Dir. Med Travail	600	1 000	700	-300	-30,00
19-15-96 - Carb. lub. DGFP	1 400	1 400	980	-420	-30,00
19-15-97 - Carb. lub. DG Empl et Prévo/Sociale	1 000	1 000	700	-300	-30,00
19-15-98 - Carb. lub. Services Centraux	1 400	1 400	980	-420	-30,00
19-15-99 - Carb. lub Inspection Centrale	1 400	1 400	980	-420	-30,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	BOLLESTIF 2 003	Variation 2 003	Prevision %
CHAP. 20 - MIN. RELATIONS AVEC PARLMT	56 700	62 840	45 269	-17 571	-27,96
20-10 - Personnel	37 600	38 540	41 469	2 929	7,60
20-10-10 - Personnel titulaire	32 200	33 005	35 489	2 484	7,53
20-10-11 - Personnel d'Appui	5 400	5 535	5 980	445	8,04
20-15 - Dépenses courantes et diverses	19 100	24 300	3 800	-20 500	-84,36
20-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	0	-2 500	-100,00
20-15-11 - Fonctionnement Services	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
20-15-14 - Direction Générale	2 100	2 100	0	-2 100	-100,00
20-15-15 - Abonnement	2 100	2 100	0	-2 100	-100,00
20-15-16 - Intervention aux travaux parlementaires	1 400	1 400	0	-1 400	-100,00
20-15-17 - Electricité	1 000	1 000	1 000	0	0,00
20-15-18 - Eau	700	700	700	0	0,00
20-15-19 - Téléphone, Télex, Fax	2 100	2 100	2 100	0	0,00
20-15-21 - Editions des textes	2 800	2 800	0	-2 800	-100,00
20-15-22 - Direction de sessions	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
20-15-23 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	2 000	0	-2 000	-100,00
20-15-24 - Direction des ressources	1 000	1 000	0	-1 000	-100,00
20-15-91 - Carburant lubrifiant Cabinet	1 700	2 000	0	-2 000	-100,00
20-15-92 - Carburant lubrifiant Direction Générale	0	1 000	0	-1 000	-100,00
20-15-93 - Carburant lubrifiant Direction Sessions	0	800	0	-800	-100,00
20-15-94 - Carburant lubrifiant Direction Ressources	0	800	0	-800	-100,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 21 - MIN. COMMUNICATION RECONCILIATION NATIONALE CULTURE DEMOCRATIQUE ET CIVIQUE	380 400	389 910	515 120	125 210	32,11
21-10 - Personnel	380 400	389 910	420 165	30 255	7,76
21-10-10 - Personnel titulaire Communication	369 000	378 225	407 628	29 403	7,77
21-10-91 - Personnel d'appui communication	11 400	11 685	12 537	852	7,29
21-15 - Dépenses courantes et diverses	0	0	94 955	94 955	
21-15-10 - Cabinet	0	0	1 750	1 750	
21-15-11 - Secrétariat Général	0	0	1 750	1 750	
21-15-14 - Eau	0	0	7 910	7 910	
21-15-15 - Electricité	0	0	31 360	31 360	
21-15-16 - Téléphone, Téléx, Fax	0	0	7 735	7 735	
21-15-17 - Fonctionnement Services Communication	0	0	700	700	
21-15-18 - Entretien matériel radio	0	0	4 200	4 200	
21-15-19 - Entretien matériel télévision	0	0	5 600	5 600	
21-15-20 - Acquisition fournitures télé.(T.D.F.)	0	0	3 500	3 500	
21-15-21 - Acquisition fourmit. radio (T.D.F.)	0	0	5 600	5 600	
21-15-22 - Fonctionnement ACAP	0	0	3 500	3 500	
21-15-24 - Radio Rurale (entretien et fonctionnement)	0	0	10 500	10 500	
21-15-25 - Dotation Forum de l'Unité	0	0	1 400	1 400	
21-15-36 - Cellule lutte contre VIH/SIDA	0	0	1 400	1 400	
21-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	0	0	1 400	1 400	
21-15-92 - Carburant et lubrifiant Radio Rurale	0	0	5 600	5 600	
21-15-93 - Carb. lub. Fonctionmt. Communication	0	0	1 050	1 050	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 22 - MIN. DE LA JEUNESSE. SPORTS ARTS ET CULTURES	497 900	517 491	527 840	9 349	1,81
22-10 - Personnel	387 700	397 391	428 320	30 929	7,78
22-10-10 - Personnel titulaire Jeunesse Sport	316 300	324 207	349 445	25 238	7,78
22-10-11 - Personnel titulaire Culture	51 100	52 377	56 491	4 114	7,85
22-10-90 - Personnel d'appui Culture	16 200	16 605	17 879	1 274	7,67
22-10-91 - Personnel d'appui Jeunesse Sport	4 100	4 202	4 505	303	7,21
22-15 - Dépenses courantes et diverses	110 200	120 100	99 520	-21 580	-17,97
22-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
22-15-11 - Secrétariat Général	1 000	1 000	700	-300	-30,00
22-15-13 - Direction Générale des Services Centraux	1 400	1 500	1 050	-450	-30,00
22-15-14 - Direction Gén. Jeunesse Sport	1 400	1 500	1 050	-450	-30,00
22-15-15 - Inspection Centrale	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
22-15-16 - Centres médicaux sportifs	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
22-15-17 - Appui Maison des Jeunes	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
22-15-18 - Eau	1 700	1 700	1 700	0	0,00
22-15-19 - Electricité	9 800	9 800	9 800	0	0,00
22-15-21 - Téléphone, Télex, Fax	4 500	4 500	4 500	0	0,00
22-15-23 - Compétitions internationales	65 300	70 000	49 000	-21 000	-30,00
22-15-24 - Acquisition matériels sportifs	5 600	6 000	4 200	-1 800	-30,00
22-15-25 - Directions Régionales	2 400	2 500	1 750	-750	-30,00
22-15-26 - Centre d'Animation Sportive	2 100	2 500	1 750	-750	-30,00
22-15-27 - Fonctionnement DCNJS	1 000	1 000	700	-300	-30,00
22-15-28 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	2 888	1 488	990	30,00
22-15-30 - Direction Gle Développement et Promo. Culture	0	0	1 000	1 000	
22-15-31 - Manifestations Culturelles	0	0	2 000	2 000	
22-15-32 - Direction Générale Arts et Culture	0	0	1 500	1 500	
22-15-33 - Fonctionnement Services Régionaux	0	0	700	700	
22-15-34 - Musées Monuments Provinciaux	0	0	1 250	1 250	
22-15-35 - Mobilier et matériel de bureau culture	0	0	1 500	1 500	
22-15-36 - Direction Gle Ress. Humaines Culture	0	0	1 700	1 700	
22-15-90 - Carb. lub. Fonctionmt. services centraux	1 400	2 000	1 400	-600	-30,00
22-15-91 - Carb. Lubr. Direction Régionales	1 300	1 300	910	-390	-30,00
22-15-93 - Carburant et lubrifiant Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
22-15-94 - Carburant et lubrifiant Chargé de mission	1 000	1 000	700	-300	-30,00
22-15-95 - Carburant et lubrifiant Inspection Centrale	1 300	1 300	910	-390	-30,00
22-15-96 - Carburants Direction Gle Arts et Culture	0	0	500	500	
22-15-97 - Carb. et lub. fonctionmt services culture	0	0	500	500	
22-15-98 - Carb. et Lub. D.Gle Dév. Promo. Cult.	0	0	700	700	
22-15-99 - Carb. et Lub. D.Gle Ress Hum Culture	0	0	700	700	

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 23 - MIN. FAMILLE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE	677 500	705 405	720 527	15 122	2,14
23-10 - Personnel	540 200	553 705	596 817	43 112	7,79
23-10-10 - Personnel Titulaire	493 800	506 145	545 547	39 402	7,78
23-10-99 - Personnel d'Appui	46 400	47 560	51 270	3 710	7,80
23-15 - Dépenses courantes et diverses	137 300	151 700	123 710	-27 990	-18,45
23-15-10 - Cabinet Ministre	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
23-15-12 - Secrétariat Général	1 400	2 000	1 600	-400	-20,00
23-15-13 - Mobilier matériel et outillages	1 000	1 500	1 200	-300	-20,00
23-15-15 - Centre de DAMARA	8 700	10 000	8 000	-2 000	-20,00
23-15-16 - Centre de la Mère et de l'Enfant	17 400	20 000	16 000	-4 000	-20,00
23-15-17 - Secours assistance aux indigents	25 000	25 000	20 000	-5 000	-20,00
23-15-18 - Services sociaux Spécialisés	8 700	10 000	8 000	-2 000	-20,00
23-15-19 - Ecoles maternelles Bangui	8 700	10 000	8 000	-2 000	-20,00
23-15-20 - Ecoles maternelles Provinces	17 400	20 000	16 000	-4 000	-20,00
23-15-22 - Direct. Gén. Promotion Femme	3 500	5 000	4 000	-1 000	-20,00
23-15-24 - Institutions Formations Spécialisées	2 100	2 000	1 600	-400	-20,00
23-15-25 - Manifestations Sociales	6 100	6 000	4 800	-1 200	-20,00
23-15-26 - Eau	4 600	4 600	4 600	0	0,00
23-15-27 - Electricité	5 900	5 900	5 900	0	0,00
23-15-28 - Téléphone, Tél. Fax	3 500	3 500	3 500	0	0,00
23-15-29 - Dtion Gle Planification des Services d'Appui	5 200	5 000	4 000	-1 000	-20,00
23-15-30 - Direct. Gén. Action Sociale	1 400	1 400	1 120	-280	-20,00
23-15-31 - Direct. Régionales	4 900	4 900	3 920	-980	-20,00
23-15-32 - Inspection Centrale	1 000	1 000	800	-200	-20,00
23-15-33 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	2 500	2 000	-500	-20,00
23-15-91 - Carburants lubrifiants Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
23-15-92 - Carb. lub. Fonctionnement services	1 700	1 700	1 360	-340	-20,00
23-15-93 - Carb. lubr. Develop. Commun.	3 100	3 100	2 480	-620	-20,00
23-15-95 - Carb. Lub. Directions Régionales	2 100	2 100	1 680	-420	-20,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 24 - MIN. DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	5 649 400	5 984 270	5 707 953	-275 567	-4,60
24-10 - Personnel	3 110 800	3 188 570	3 436 793	248 223	7,78
24-10-10 - Personnel Titulaire	2 699 000	2 766 475	2 981 909	215 434	7,79
24-10-96 - Personnel d'Appui Bangui	209 800	215 045	231 743	16 698	7,76
24-10-97 - Personnel d'Appui Provinces	155 000	158 875	171 226	12 351	7,77
24-10-98 - Personnel d'Appui Hopital Amitié	47 000	48 175	51 915	3 740	7,76
24-15 - Dépenses courantes et diverses	2 538 600	2 795 700	2 271 160	-523 790	-18,74
24-15-10 - Cabinet Ministre	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
24-15-11 - Fournitures DGSP	11 900	3 000	1 500	-1 500	-50,00
24-15-12 - Fonctionnement Secrétariat Général SPP	0	5 000	2 500	-2 500	-50,00
24-15-13 - Fonctionnement Direction Gie Sces Régionaux	0	5 000	2 500	-2 500	-50,00
24-15-16 - Matériels, outillages	4 700	6 000	3 000	-3 000	-50,00
24-15-17 - Maintenance Biomedicale	17 400	20 000	10 000	-10 000	-50,00
24-15-21 - Direction Médecine Préventive	2 800	4 000	2 000	-2 000	-50,00
24-15-23 - Direction Santé Familiale et Population	2 800	4 000	2 000	-2 000	-50,00
24-15-24 - Direction des Etablissements des soins Hospitalier	1 400	3 000	1 500	-1 500	-50,00
24-15-27 - Laboratoire National de biologie clinique et santé pub.	60 500	90 000	90 000	0	0,00
24-15-29 - Direction Santé Communautaire	7 900	10 000	5 000	-5 000	-50,00
24-15-30 - Hôpital général CNHUB	217 700	90 000	90 000	0	0,00
24-15-31 - Complexe Pédiatrique CNHUB	0	127 000	127 000	0	0,00
24-15-32 - Service Coordination et Suivi SSP	3 900	5 000	2 500	-2 500	-50,00
24-15-33 - Soins de Santé Prim. (Régions San.)	217 700	250 000	250 000	0	0,00
24-15-34 - C N T S	104 500	110 000	110 000	0	0,00
24-15-35 - D M P (Direct. Pharma. et Médicam.)	2 800	5 000	2 500	-2 500	-50,00
24-15-36 - Centre REF MST/SIDA	68 400	85 000	85 000	0	0,00
24-15-37 - Hôpitaux Préfectoraux	152 400	175 000	87 500	-87 500	-50,00
24-15-38 - Régularisation achats médicaments	286 500	286 500	143 250	-143 250	-50,00
24-15-39 - Vaccin anti méningocoque	0	17 000	17 000	0	0,00
24-15-40 - Hôpital de l'Amitié	200 300	210 000	210 000	0	0,00
24-15-41 - Hôpital Communautaire	226 400	243 000	121 500	-121 500	-50,00
24-15-42 - Hôpitaux et Formation (Régions San.)	130 600	135 000	67 500	-67 500	-50,00
24-15-43 - Achat anti Tuberculeux	95 800	110 000	110 000	0	0,00
24-15-44 - Information Education Communautaire	7 800	10 000	5 000	-5 000	-50,00
24-15-45 - Achat anti rabique, sérum antibiotique	7 800	10 000	10 000	0	0,00
24-15-46 - Aide médicale d'urgence	69 700	70 000	35 000	-35 000	-50,00
24-15-50 - Centres santé urb. et Matern. BANGUI	43 100	55 000	55 000	0	0,00
24-15-52 - Centre de Nutrition BOSSANGO	3 900	2 400	1 200	-1 200	-50,00
24-15-55 - Prise en charge malades SIDA (Trithérapie)	174 200	200 000	200 000	0	0,00
24-15-56 - Service National lutte contre SIDA	23 500	30 000	30 000	0	0,00
24-15-57 - Lutte Contre la Lèpre	7 200	9 000	4 500	-4 500	-50,00
24-15-58 - Eau	117 500	117 500	117 500	0	0,00
24-15-59 - Electricité	117 500	117 500	117 500	0	0,00
24-15-60 - Téléphone, Télax, Fax	56 600	56 600	56 600	0	0,00
24-15-77 - Carb Lub. Secrétariat GI SP	0	2 000	1 600	-400	-20,00
24-15-78 - Carb Lub. DG Services Régionaux	0	2 000	1 600	-400	-20,00
24-15-79 - Carb Lub. Journées Nationales Vaccin/polio	0	2 000	4 000	-1 000	-20,00
24-15-80 - Carb Lub. Supervision SSP Régions sanitaires	6 300	7 000	5 600	-1 400	-20,00
24-15-81 - Carb Lub. Intervention Urgence	5 500	6 000	4 800	-1 200	-20,00
24-15-82 - Carb. Lub. Superv. SSP Préfectures sanitaires	9 400	10 000	8 000	-2 000	-20,00
24-15-83 - Carb. Lubri. Service national lutte VIH-SIDA	2 400	3 000	2 400	-600	-20,00
24-15-84 - Carb. et Lubri.Direct. Santé Communaut	5 600	5 600	4 480	-1 120	-20,00
24-15-85 - Carburant C N T S	1 600	2 000	1 600	-400	-20,00
24-15-86 - Carburant Dir. Pharm. Méd.	800	1 500	1 200	-300	-20,00
24-15-87 - Carburant Santé Familiale et Population	2 200	2 500	2 000	-500	-20,00
24-15-88 - Carb et Lubr Services Généraux	2 400	2 600	2 080	-520	-20,00
24-15-89 - Carb Lub. Centre Ref MST/SIDA	2 200	2 500	2 000	-500	-20,00
24-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 700	2 000	1 600	-400	-20,00
24-15-91 - Carburants et lubrifiants CNHUB	2 400	3 000	2 400	-600	-20,00
24-15-92 - Carburants et lubrifiants Hôp. Amitié	5 200	6 500	5 200	-1 300	-20,00
24-15-93 - Carb. et lubr. Hôp. Communautaire	6 400	8 000	6 400	-1 600	-20,00
24-15-94 - Carburants et lubrifiants fonction. Régions San.	19 200	24 000	19 200	-4 800	-20,00
24-15-95 - Carburants et lubrifiants Lab. National	1 200	1 500	1 200	-300	-20,00
24-15-96 - Carb. lub. DMP et lutte contre maladie	6 400	8 000	6 400	-1 600	-20,00
24-15-97 - Carburant Complexe Pédiatrique	2 400	3 000	2 400	-600	-20,00
24-15-98 - Carb. Lub. Inspection générale	3 200	4 000	3 200	-800	-20,00
24-15-99 - Carburants et lubr. DGSA & DGSP	4 700	5 000	4 000	-1 000	-20,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 25 - MIN. MODERNISATION DVPT DE L'AGRICULTURE	1 556 800	1 609 935	1 669 105	59 170	3,68
25-10 - Personnel	1 389 600	1 424 335	1 535 085	110 750	7,78
25-10-10 - Personnel Titulaire Ministère	1 164 100	1 193 202	1 286 111	92 909	7,79
25-10-11 - Personnel Titulaire SCNP	44 900	46 022	49 634	3 612	7,85
25-10-73 - Personnel Appui Service Trav agricoles	12 100	12 402	13 369	967	7,80
25-10-74 - Personnel Appui Statistique	4 200	4 305	4 643	338	7,85
25-10-75 - Personnel Appui Etablis. scol agric.	1 100	1 127	1 214	87	7,72
25-10-76 - Personnel Appui Coordinat. agricole	8 500	8 712	9 439	727	8,34
25-10-77 - Personnel Appui Délégation Régionale	64 500	66 112	71 206	5 094	7,71
25-10-78 - Personnel Appui agricole administra.	10 700	10 967	11 769	802	7,31
25-10-79 - Personnel Appui Service administra.	5 900	6 047	6 478	431	7,13
25-10-80 - Personnel Appui CREF	7 000	7 175	7 730	555	7,74
25-10-85 - Personnel Appui SCNP	11 900	12 197	13 151	954	7,82
25-10-97 - Personnel Appui Instit. agricoles	50 900	52 172	56 182	4 010	7,69
25-10-98 - Personnel Appui Etud. Suiv. Evaluat.	2 400	2 460	2 651	191	7,76
25-10-99 - Personnel d'Appui Cabinet	1 400	1 435	1 508	73	5,09
25-15 - Dépenses courantes et diverses	167 200	185 600	134 020	-51 580	-27,79
25-15-10 - Cabinet du Ministre	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
25-15-11 - Fournitures de bureau	3 500	0	0	0	-30,00
25-15-12 - Fonctionnement DGAARH	0	4 000	2 800	-1 200	-30,00
25-15-13 - Délégation Régionale	0	6 000	4 200	-1 800	-30,00
25-15-14 - Fournit. Serv. Civ. National	1 400	2 000	1 400	-600	-30,00
25-15-16 - Fonctionnement PDSV	3 800	3 800	2 660	-1 140	-30,00
25-15-18 - Fonctionnement maraîchage BANGUI	800	800	560	-240	-30,00
25-15-19 - Fonctionnement ACDA	20 900	20 900	14 630	-6 270	-30,00
25-15-21 - Fonctionnement ICRA	20 900	20 900	14 630	-6 270	-30,00
25-15-22 - Fonctionnement CREF	2 800	4 000	2 800	-1 200	-30,00
25-15-23 - Fonction. Hydraulique Villageoise	2 400	3 000	2 100	-900	-30,00
25-15-24 - Etablissements Scolaires Agricoles	8 400	10 000	7 000	-3 000	-30,00
25-15-25 - Centre de multiplication agricole	1 500	2 200	1 540	-660	-30,00
25-15-26 - Fonctionnement PAPAAV	1 400	1 400	980	-420	-30,00
25-15-27 - Fonctionnement clinique vétéri.	500	500	0	-500	-100,00
25-15-28 - Fonctionnement LANDJA	0	0	0	0	-30,00
25-15-29 - Formation des Jeunes (SCNPJ)	5 600	7 000	4 900	-2 100	-30,00
25-15-30 - Matériel et Outillage (SCNPJ)	700	1 000	700	-300	-30,00
25-15-31 - Inspection Centrale	800	1 000	700	-300	-30,00
25-15-32 - Fonctionnement ANDE	4 200	5 000	0	-5 000	-100,00
25-15-33 - Fonctionnement Irrigation	500	1 000	700	-300	-30,00
25-15-34 - Table Ronde Bailleurs de Fonds	5 000	5 000	3 500	-1 500	-30,00
25-15-36 - Rétributions Professeurs vacataires	2 100	3 000	2 100	-900	-30,00
25-15-37 - Eau	2 100	2 100	2 100	0	0,00
25-15-38 - Electricité	12 200	12 200	12 200	0	0,00
25-15-39 - Téléphone, Télèx, Fax	12 200	12 200	12 200	0	0,00
25-15-40 - Organisation Journée Mondiale d'Aliment.	17 400	17 400	12 180	-5 220	-30,00
25-15-41 - Restaurant CTD.R.	15 000	15 000	10 500	-4 500	-30,00
25-15-42 - Centre de production SCNP	0	0	0	0	-30,00
25-15-43 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	2 500	1 750	-750	-30,00
25-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
25-15-91 - Carb. et lubr. SCNPJ	2 800	2 800	1 960	-840	-30,00
25-15-92 - Carb. et lubr. Délégations Régionales	3 100	3 100	2 170	-930	-30,00
25-15-93 - Carb. et lubr. Etablissement Scolaire	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
25-15-94 - Carb. et lubr. Inspection Centrale	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
25-15-95 - Carb. et lubr. PAPAAV	700	700	490	-210	-30,00
25-15-96 - Carb. et lubr. Hydraulique Villag.	1 700	1 700	1 190	-510	-30,00
25-15-97 - Carb. et lubr. Chargés de Mission	1 300	1 300	910	-390	-30,00
25-15-98 - Carb. et lubr. Dir. Gén. Planif. Etudes suivi	2 100	2 100	1 470	-630	-30,00
25-15-99 - Carb. lubr. Dir. Gén. Ap. Agri Ad. Res. Hu.	2 100	2 100	1 470	-630	-30,00

Page N° 58

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 28 - MIN. DES EAUX, FORETS, CHASSE. ET PECHE	475 400	507 522	512 432	4 910	0,97
28-10 - Personnel	428 900	439 622	473 802	34 180	7,77
28-10-10 - Personnel Titulaire	403 800	413 895	446 101	32 206	7,78
28-10-90 - Personnel Appui Centre Pisciculture	16 100	16 502	17 782	1 280	7,76
28-10-91 - Personnel Appui Parc et Environnement	9 000	9 225	9 919	694	7,52
28-15/16 - Dépenses courantes et div.	46 500	67 900	38 630	-29 270	-43,11
28-15 - Dépenses courantes et diverses	42 600	63 400	38 630	-24 770	-39,07
28-15-10 - Cabinet	2 200	2 500	1 750	-750	-30,00
28-15-11 - Secrétariat Général (Eaux Forêts)	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
28-15-12 - Inspection Centrale	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-13 - Direction Gén. Services centraux (Eaux Forêts)	1 000	0	0	0	
28-15-14 - Direction Gén. Services régionaux	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
28-15-15 - Direction Gle des Eaux Forêts, Chasses et Pêches	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-16 - Entretien centre Pisciculture	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
28-15-17 - Alimentation Poissons	1 500	1 500	1 050	-450	-30,00
28-15-18 - Dir. Ecole Gardes Chasse BAMINGUI	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
28-15-19 - Recherche Pisciculture	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
28-15-20 - Divisions forestières	7 000	0	0	0	
28-15-21 - Eau	4 100	4 100	4 100	0	0,00
28-15-22 - Electricité	2 800	2 800	2 800	0	0,00
28-15-23 - Téléphone, Télèx, Fax	3 100	3 100	3 100	0	0,00
28-15-24 - Direction Gén. Environnement	1 000	1 500	0	-1 500	-100,00
28-15-25 - Direction Gle Svces Centraux Tourisme	1 000	0	0	0	
28-15-26 - Direction Gle Svces Régionaux Tourisme	1 000	0	0	0	
28-15-27 - Délégations Régionales du Tourisme	1 500	0	0	0	
28-15-28 - Mobilier et matériel de bureau	700	1 000	700	-300	-30,00
28-15-29 - Direction Gle du Tourisme et de l'Hôtellerie	0	1 500	0	-1 500	-100,00
28-15-30 - Inspection Générale (Tourisme)	700	0	0	0	
28-15-31 - Foires et salons touristiques	700	2 500	0	-2 500	-100,00
28-15-32 - Supports promotionnels	300	1 000	0	-1 000	-100,00
28-15-33 - Direction Gle de l'Administration et des Finances	0	1 500	1 050	-450	-30,00
28-15-34 - Dtion des Affaires Juridiques et du Contentieux	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-35 - Dtion des Ressources et de l'Informatique	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-36 - Dtion des Etudes et de la Planification	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-37 - Dtion des Inventaires et de l'Aménag Tourist	0	1 000	0	-1 000	-100,00
28-15-38 - Dtion de la Promotion, de l'Accueil et l'A.T	0	1 000	0	-1 000	-100,00
28-15-39 - Dtion de l'Exploitation et des Prof Touristiques	0	1 000	0	-1 000	-100,00
28-15-40 - Dtion de la Surveillance et de l'Environnement	0	1 000	0	-1 000	-100,00
28-15-41 - Dtion de la Promo et de la Coord des Act Envtes	0	1 000	0	-1 000	-100,00
28-15-42 - Dtion des Inventaires et Aménagements Forestiers	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-43 - Dtion des Exploitations Forestières	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-44 - Dtion de la Faune	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-45 - Dtion des Eaux, Pêches et de la Pisciculture	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-46 - Dtion Régionales	0	5 000	3 500	-1 500	-30,00
28-15-47 - Cellule de lutte contre VIH/SIDA	0	2 000	1 400	-600	-30,00
28-15-80 - Carb et lub Dtion des Etudes et de la Planification	0	700	490	-210	-30,00
28-15-81 - Carb et lub D Gles des Services Régionaux	0	1 500	1 050	-450	-30,00
28-15-82 - Carb et lub D Gles du Tourisme et Hôtellerie	0	1 000	0	-1 000	-100,00
28-15-83 - Carburants et lubrifiants D Gles Eaux, Forêts, C, P	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-84 - Carburants et lubrifiants Inspection Centrale	0	700	490	-210	-30,00
28-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
28-15-91 - Carburants et lubrifiants Pisciculture	1 000	1 500	1 050	-450	-30,00
28-15-92 - Carb. lub. Fonctonn. Services (Eaux Forêts)	1 700	2 000	1 400	-600	-30,00
28-15-93 - Carburants et lub. Directions Générales. (Tourisme)	1 500	0	0	0	
28-15-94 - Carburants et lub. Délé. Régionales (Tourisme)	1 000	0	0	0	
28-15-95 - Carb. et Lub. Secrétariat Général	700	1 000	700	-300	-30,00
28-15-96 - Carb. et Lub. Inspection Générale (Tourisme)	700	0	0	0	
28-15-97 - Carb. et Lub. DGAF	0	1 000	700	-300	-30,00
28-15-98 - Carb. et Lub. DG Environnement	0	1 000	0	-1 000	-100,00
28-16 - Dépenses courantes et diverses	3 900	4 500	0	-4 500	-100,00
Cabinet Ministre Délégué					
28-16-10 - Cabinet ministre	2 200	2 500	0	-2 500	-100,00
28-16-90 - Carb. Et lub. Cabinet	1 700	2 000	0	-2 000	-100,00

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 29 - MIN. RECONSTRUCTION EDIFICES PUBLICS. URBANISME ET LOGEMENT	156 100	160 002	187 139	27 137	16,96
29-10 - Personnel	156 100	160 002	172 489	12 487	7,80
29-10-10 - Personnel Titulaire	147 000	150 675	162 464	11 789	7,82
29-10-92 - Personnel Appui	9 100	9 327	10 025	698	7,48
29-15 - Dépenses courantes et diverses	0	0	14 650	14 650	
29-15-10 Cabinet	0	0	1 750	1 750	
29-15-11 - Dir. Générale Aménagement du Territoire	0	0	1 000	1 000	
29-15-12 - Inspection Centrale Habitat	0	0	1 000	1 000	
29-15-13 - Secrétariat Général	0	0	500	500	
29-15-14 - Dir. Génér. de l'Urbanisme et de la tographie	0	0	1 500	1 500	
29-15-15 - Dir. Gle de la Reconstruction Edifices Pub et Logement	0	0	1 500	1 500	
29-15-16 - Directions Régionales	0	0	1 000	1 000	
29-15-17 - Direction des Ressources	0	0	500	500	
29-15-18 - Entretien Matériels Topographiques	0	0	1 000	1 000	
29-15-19 - Fonctionnement chargé de mission Habitat	0	0	1 000	1 000	
29-15-20 - Cellule contre VIH/SIDA	0	0	1 000	1 000	
29-15-90 - Carb. lub. Cabinet	0	0	1 400	1 400	
29-15-91 - Carburants et lubrifiants Services	0	0	1 500	1 500	

Page N° 62

Page N° 63

Page N° 64

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
TITRE 03 : DEPENSES COMMUNES	4 827 000	4 352 000	3 078 500	-1 273 500	-29,26
CHAP. 36 - DEPENSES COMMUNES	4 827 000	4 352 000	3 078 500	-1 273 500	-29,26
36-15- Dépenses courantes et diverses	3 362 500	2 922 500	1 946 500	-976 000	-33,40
36-15-10 - Location immeubles	300 000	300 000	250 000	-50 000	-16,67
36-15-11 - Réparations civiles	100 000	100 000	100 000	0	0,00
36-15-12 - Imprimés	28 000	28 000	25 000	-3 000	-10,71
36-15-13 - Fêtes publiques	25 000	25 000	20 000	-5 000	-20,00
36-15-14 - Elections législatives partielles	100 000	0	0	0	
36-15-15 - Traitement, inform. impôts, solde, budget	250 000	250 000	200 000	-50 000	-20,00
36-15-16 - Elections Municipales	400 000	200 000	0	-200 000	-100,00
36-15-17 - Cellules informatiques	10 000	10 000	5 000	-5 000	-50,00
36-15-18 - Remboursements divers	75 000	75 000	75 000	0	0,00
36-15-19 - Communication Présidence	0	0	0	0	
36-15-20 - Communication Primature	0	0	0	0	
36-15-21 - Redevance Postale et Timbres	7 000	7 000	5 000	-2 000	-28,57
36-15-22 - Accueil missions étrangères	3 500	3 500	2 500	-1 000	-28,57
36-15-23 - Hébergement missions étrangères	20 000	20 000	10 000	-10 000	-50,00
36-15-24 - Hébergement des coopérants	20 000	20 000	10 000	-10 000	-50,00
36-15-25 - Consultations FMI; BM; Comité Tech. PAS	3 500	3 500	3 000	-500	-14,29
36-15-26 - Aide sociale aux famill. fonct. décédés	120 000	120 000	120 000	0	0,00
36-15-27 - Frais hospitalisation	250 000	250 000	200 000	-50 000	-20,00
36-15-28 - Habillement Service Para Militaires	0	0	0	0	
36-15-29 - Contrôle physique personnel d'Etat (Fonctionnaires)	10 000	0	0	0	
36-15-30 - Contrôle Physique Personnel d'appui	10 000	0	0	0	
36-15-31 - Comité de suivi contrôle physique	0	0	0	0	
36-15-34 - Entretien central téléphonique	15 000	15 000	10 000	-5 000	-33,33
36-15-35 - Relance Campagne économique	25 000	10 000	5 000	-5 000	-50,00
36-15-36 - Entretien de matériel roulant	15 000	20 000	15 000	-5 000	-25,00
36-15-37 - Entretien de matériel informatique	10 000	10 000	7 000	-3 000	-30,00
36-15-38 - Entretien matériel et outillage	2 500	2 500	2 000	-500	-20,00
36-15-39 - Achat de mobilier d'habitation	10 000	10 000	10 000	0	0,00
36-15-40 - Achat de mobilier de bureau	10 000	10 000	7 000	-3 000	-30,00
36-15-41 - Entretien de bâtiments d'habitation	10 000	10 000	7 000	-3 000	-30,00
36-15-42 - Entretien de bâtiments de bureau	20 000	20 000	17 000	-3 000	-15,00
36-15-43 - Entretien install. (eau, électricité)	7 000	7 000	5 000	-2 000	-28,57
36-15-44 - Honoraires et frais divers(Avocat - Cons.)	50 000	30 000	30 000	0	0,00
36-15-45 - Maintien Sécurité intérieure	300 000	300 000	200 000	-100 000	-33,33
36-15-48 - Formation Gestionnaire des Crédits	6 000	6 000	4 000	-2 000	-33,33
36-15-51 - Formation Recyclage Perfectionnement	20 000	20 000	15 000	-5 000	-25,00
36-15-52 - Quote-Part Régies Financières	0	0	0	0	
36-15-53 - Quote-Part Bloc-Finances, SGF, IGF et Cabinet	0	0	0	0	
36-15-58 - Fonction. Comm. Caisse Aut. Pensions	5 000	5 000	2 000	-3 000	-60,00
36-15-59 - Cellule nationale de surv. Multilatérales	15 000	15 000	10 000	-5 000	-33,33
36-15-63 - Arriérés consommation publiqueTéléphone	100 000	100 000	50 000	-50 000	-50,00
36-15-64 - Arriérés consommation publique Eau	100 000	100 000	25 000	-75 000	-75,00
36-15-65 - Arriérés consommation Electricité	100 000	100 000	50 000	-50 000	-50,00
36-15-66 - Apurements divers arriérés	700 000	700 000	430 000	-270 000	-38,57
36-15-67 - Préparation sommet de la CEMAC	100 000	0	0	0	
36-15-68 - Préparation Ministres ASECNA	10 000	0	0	0	
36-15-69 - Préparation Assemblée Générale CICA-RE	0	20 000	20 000	0	0,00
36-16 - Frais de mission	480 000	470 000	285 000	-185 000	-39,36
36-16-10 - Frais de mission étranger	400 000	400 000	250 000	-150 000	-37,50
36-16-24 - Frais de mission à l'intérieur	50 000	50 000	25 000	-25 000	-50,00
36-16-25 - Carb.et Lubr Mission intérieures	30 000	20 000	10 000	-10 000	-50,00
36-17 - Frais de transport	984 500	959 500	847 000	-112 500	-11,72
36-17-11 - Frais de transport étranger	400 000	400 000	350 000	-50 000	-12,50
36-17-12 - Frais de transport intérieur	60 000	40 000	20 000	-20 000	-50,00
36-17-13 - Transport diplomates	100 000	150 000	170 000	20 000	13,33
36-17-14 - Rapatriement diplomates	100 000	90 000	50 000	-40 000	-44,44
36-17-15 - Transport candidats et membre du jury	5 000	5 000	3 000	-2 000	-40,00
36-17-16 - Transport matériel	50 000	25 000	50 000	25 000	100,00
36-17-17- Transports Evacuations sanitaires	74 000	74 000	74 000	0	0,00

Page N° 66

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 297 080	8 601 840	6 942 700	-1 659 140	-19,29
CHAP. 37 - TRANSFERTS ORGANISM. NATIONAUX	5 934 700	6 240 460	4 626 700	-1 613 760	-25,86
37-15 - Transferts intra administ. publique	275 000	275 000	162 000	-113 000	-41,09
37-15-11 - Subvention aux chambres consulaires	30 000	30 000	30 000	0	0,00
37-15-12 - Subv. conseils généraux préfectures	20 000	20 000	5 000	-15 000	-75,00
37-15-13 - Subv. Conseils Sous-Prefectures.	45 000	45 000	25 000	-20 000	-44,44
37-15-14 - Subv. Comité Lutte contre la drogue	10 000	10 000	7 000	-3 000	-30,00
37-15-15 - Coûts sociaux de restruct. sect. para-public	50 000	50 000	10 000	-40 000	-80,00
37-15-16 - Subv. Comité Technique Permant PAS	30 000	30 000	30 000	0	0,00
37-15-17 - Subvention CSLP	20 000	20 000	20 000	0	0,00
37-15-18 - Indem. Chefs villages et quartiers	70 000	70 000	35 000	-35 000	-50,00
37-16 - Transferts aux administ. auton.	2 545 000	2 745 760	1 460 000	-1 285 760	-46,83
37-16-10 - Quote-parts des pdts affec. aux Communes	310 000	310 000	310 000	0	0,00
37-16-11 - Dotation globale Assemblée nationale	1 935 000	2 135 760	1 000 000	-1 135 760	-53,18
37-16-13 - Subvention aux collectivités locales	300 000	300 000	150 000	-150 000	-50,00
37-17 - Transferts aux institutions à but non lucratif	150 000	130 000	65 000	-65 000	-50,00
37-17-10 - Subv. aux Organismes Culturelles	25 000	25 000	12 500	-12 500	-50,00
37-17-11 - Subv. aux Fédérations et Comité Sportifs	30 000	30 000	15 000	-15 000	-50,00
37-17-12 - Subv. aux Organisations Nationales	20 000	20 000	10 000	-10 000	-50,00
37-17-13 - Subv. aux Organisations Jeunesse	10 000	10 000	5 000	-5 000	-50,00
37-17-14 - Comité Suivi Pacte Reconciliation	0	0	0	0	0,00
37-17-15 - Subv. Comité Interlocuteur BONUCA	5 000	5 000	2 500	-2 500	-50,00
37-17-18 - Subvention Alliance Franco-Centrafricaine	55 000	15 000	7 500	-7 500	-50,00
37-17-19 - Appui au Comité de Suivi AIV	5 000	5 000	2 500	-2 500	-50,00
37-17-20 - Organisation des premiers jeux régionaux	0	10 000	5 000	-5 000	-50,00
37-17-21 - Organisation Championnats scolaires - universit.	0	5 000	2 500	-2 500	-50,00
37-17-22 - Fonds d'Insertion sociale et économique jeunes	0	5 000	2 500	-2 500	-50,00
37-18 - Transferts aux ménages	125 000	250 000	100 000	-150 000	-60,00
37-18-11 - Indem. Licenc. Plan d'effectifs et effets de privatisation	100 000	150 000	50 000	-100 000	-66,67
37-18-12 - Aide aux Victimes Calamités.	25 000	100 000	50 000	-50 000	-50,00
37-19 - Pensions	2 839 700	2 839 700	2 839 700	0	0,00
37-19-10 - Pensions veuves et orphelins	58 000	58 000	58 000	0	0,00
37-19-11 - Allocations viagères et Capital décès	19 000	19 000	19 000	0	0,00
37-19-12 - Emoluments Anciens Chefs d'Etat	24 700	24 700	24 700	0	0,00
37-19-13 - Allocations d'invalidité	10 000	10 000	10 000	0	0,00
37-19-14 - Caisse des pensions	2 328 000	2 328 000	2 328 000	0	0,00
37-19-15 - OCSS	400 000	400 000	400 000	0	0,00

Page N° 68

REPARTITION DES DEPENSES PAR DESTINATION	CREDITS 2 002	CREDITS 2 003	COLLECTIF 2 003	Variation 2 003	Proportion %
CHAP. 39 - BOURSES ETUDES FORMATIONS ET FRAIS ANNEXES	1 433 380	1 438 380	1 393 000	-45 380	-3,15
39-15 - Bourses d'Etudes et Formations	1 303 380	1 308 380	1 303 000	-5 380	-0,41
39-15-10 - Université de Bangui	400 000	400 000	400 000	0	0,00
39-15-11 - Enseignement secondaire	10 000	10 000	0	-10 000	-100,00
39-15-12 - Ecole de formation enseignants	55 000	55 000	55 000	0	0,00
39-15-13 - Ecole de formation technique	10 000	10 000	10 000	0	0,00
39-15-15 - ENAM	15 000	15 000	15 000	0	0,00
39-15-16 - Ecole de formation agricole	25 000	30 000	30 000	0	0,00
39-15-17 - FRANCE	280 000	280 000	280 000	0	0,00
39-15-18 - AFRIQUE	300 000	300 000	300 000	0	0,00
39-15-19 - Bourse Elèves Régisseurs	5 000	5 000	0	-5 000	-100,00
39-15-20 - Europe Amérique et Russie	150 000	150 000	213 000	63 000	42,00
39-15-21 - Bourses Instituteurs Formation Accélérée	53 380	53 380	0	-53 380	-100,00
39-16 - Frais de scolarité et Frais annexes	130 000	130 000	90 000	-40 000	-30,77
39-16-10 - Frais annexes de bourses	30 000	30 000	20 000	-10 000	-33,33
39-16-11 - Frais de scolarité à l'étranger	100 000	100 000	70 000	-30 000	-30,00
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	84 818 444	85 261 830	82 228 227	-2 887 923	-3,39

LOI DE FINANCES 2003
BUDGET D'INVESTISSEMENT PAR MINISTERE

Numero d'ordre	Ministère de tutelle des projets	Exercice 2003				Collectif 2003			
		Fin. intérieur B.E.C. 2003	Fin. Extérieur 2003 Subvent.	Emprunt	Total 2 003	Fin. intérieur B.E.C. 2003	Fin. Extérieur 2003 Subvent.	Emprunt	Total 2 003
1	Présidence	150 000	0	0	150 000	75 000	0	0	75 000
2	Assemblée Nationale & Conseil National de Transition	120 000	0	0	120 000	80 000	0	0	80 000
3	Primature	619 000	0	0	619 000	405 000	0	0	405 000
5	Affaires Etrangères, Intég. Régionale et de la Francophonie	90 000	0	0	90 000	40 000	0	0	40 000
6	Défense Nationale, de la Restructuration Armée et du Désarmement	105 000	1 125 250	500 000	1 730 250	70 000	0	500 000	570 000
7	Intérieur Chargé de l'Administration du Territoire	1 305 000	646 000	0	1 951 000	50 000	21 000	0	71 000
8	Justice, Droits de l'Homme de la Bonne Gouvernance	95 000	72 600	0	167 600	35 000	72 600	0	107 600
9	Communication, Réconciliation Nat. Culture Démo. Civique	231 830	40 000	0	271 830	175 830	0	0	175 830
10	Postes et Télécommunication chargé de la Nouvelle Techno.	15 000	0	0	15 000	15 000	0	0	15 000
12	Modernisation et du Développement de l'Agriculture	748 000	3 255 500	50 000	4 053 500	245 000	696 000	50 000	991 000
13	Développement de l'Elevage	0	0	0	0	407 000	310 000	0	717 000
14	Relation avec le Parlement	30 000	0	0	30 000	0	0	0	0
15	Mines, Energie et Hydraulique	1 411 000	2 824 500	0	4 235 500	1 356 000	381 500	0	1 737 500
16	Famille, Affaires Sociales et Solidarité Nationale	246 000	432 908	0	678 908	152 000	432 908	0	584 908
17	Education Nationale, Alpha. Enseig. Sup. Recherche	625 000	2 673 240	0	3 298 240	369 000	473 240	0	842 240
18	Sécurité Publique	0	0	0	0	30 000	625 000	0	655 000
19	Commerce, Industries, Promotion Secteur Privé	50 000	0	0	50 000	30 000	0	0	30 000
20	Eaux, Forêts, Chasse, Pêches	1 275 000	3 723 000	0	4 998 000	1 250 000	2 257 000	0	3 507 000
21	Environnement, Développement durable et Economie Sociale	0	0	0	0	25 000	135 000	0	160 000
22	Développement du Tourisme et de l'Artisanat	500 000	0	0	500 000	500 000	0	0	500 000
23	Jeunesse, Sports, Arts et Culture	390 273	195 300	0	585 573	253 273	235 300	0	488 573
24	Santé Publique et de la Population	1 523 810	6 565 251	1 500 000	9 589 061	1 144 000	3 565 251	175 000	4 884 251
26	Fonction Publique, Travail, Sécurité Sociale Insertion Prof.	65 000	0	0	65 000	35 000	0	0	35 000
27	Equipement et des Transports	3 944 000	24 658 002	9 198 000	37 800 002	1 205 661	1 153 000	0	2 358 661
28	Reconstruction Edifices Publiques, Urbanisme et Logement	0	0	0	0	955 000	756 000	4 198 000	5 909 000
29	Economie, Finances, Budget	1 904 000	0	0	1 904 000	919 000	0	0	919 000
30	Plan et Coopération Internationale	566 590	6 254 144	1 500 000	8 320 734	465 590	3 742 701	200 000	4 408 291
31	Cour Constitutionnelle	30 000	0	0	30 000	0	0	0	0
Total Budget d'investissement (hors douanes projets)		16 039 503	52 465 695	12 748 000	81 253 198	10 287 354	14 856 500	5 123 000	30 266 854
Droits de douanes projets		4 000 000	0	0	4 000 000	1 000 000	0	0	1 000 000
Total Budget d'Investissement		20 039 503	52 465 695	12 748 000	85 253 198	11 287 354	14 856 500	5 123 000	31 266 854

En milliers de F.CFA

Code projet		Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
		Subvent.			Emprunt	Subvent.			Emprunt		
1			Présidence								
906 555	80-30-42		Réhabilitation et équipement Palais de la Renaissance	150 000			150 000	75 000			75 000
			Total	150 000	0	0	150 000	75 000	0	0	75 000
2			Assemblée Nationale / Conseil National de Transition				0				0
908 030	80-30-04		Equipement Assemblée Nationale	120 000			120 000	0			0
	80-30-27		Equipement Conseil National de Transition					80 000			80 000
			Total	120 000	0	0	120 000	80 000	0	0	80 000
3			Primature								
908 013	80-30-05		Equipement et réhabilitation de la Primature	20 000			20 000	20 000			20 000
	70-30-16		Désarmement	25 000			25 000	0			0
908 033	80-30-06		Finition clôture de l'ENAM	25 000			25 000	10 000			10 000
908 001	80-30-07		Equipement du CPRAC	10 000			10 000	10 000			10 000
905 402	50-30-30		Dialogue National	200 000	0	0	200 000	150 000			150 000
908 556	80-30-09		Aquisition véhicules administratifs	250 000			250 000	200 000			200 000
908 069	80-30-10		Equipement Haut Commissariat aux Droits de l'Homme	15 000			15 000	0			0
908 070	80-30-11		Programme Décentralisation, Régionalisation	15 000			15 000	0			0
908 071	80-30-12		Equipement du Secrétariat Général du Gouvernement	15 000			15 000	5 000			5 000
908 002	80-30-13		Equipement Haut Commissariat aux nouvelles Technologies	15 000			15 000	0			0
908 200	80-30-14		Aménagement des locaux Délégation aux Sociétés d'Etat	14 000			14 000	10 000			10 000
908 004	80-30-15		Equipement de la Direction des Grands travaux	15 000			15 000	0			0
909 052	80-30-16		Préparation Sommet de la CEMAC				0				0
			Total	619 000	0	0	619 000	405 000	0	0	405 000
5			Affaires étrangères								
908 031	80-30-17		Réhabilitation ,équipement des Ambassades	70 000	0	0	70 000	25 000	0	0	25 000
908 067	80-30-18		Réhabilitation Equipt. administration des Affaires étrangères	20 000	0	0	20 000	15 000	0	0	15 000
			Total	90 000	0	0	90 000	40 000	0	0	40 000
6			Défense,Restructuration de l'Armée								
904 666	70-30-18		Construction casernes militaires Bérengo et Damara PK 55	30 000		500 000	530 000	30 000		500 000	530 000
904 510	80-30-24		Renforcement des sites de prépositionnement	75 000			75 000	40 000			40 000
908 006	80-30-26		Programme nat. Appui au Remobilisation et à la Reconversion	0	1 125 250	0	1 125 250	0	0	0	0
			Total	105 000	1 125 250	500 000	1 730 250	70 000	0	500 000	570 000
7			Intérieur Chargé de l'Administration du Territoire								
503 399			Projet d'entretien du réseau d'assainissement de Bangui	0	21 000		21 000	0	21 000		21 000
908 034	70-30-73		Renforcement du Ministère de l'Intérieur	30 000			30 000				0
814 010	80-30-18		Appui à la sécurité civile	0	400 000		400 000				0
908 005	70-30-75		Appui au Programme de remobilisation des policiers	0	225 000	0	225 000				0
909 599	70-30-76		Appui Organisation élections Municipale et législative	1 000 000			1 000 000				0
906 410	70-30-77		Réhabilitation et équipement des administrations déconcentrées	75 000			75 000	50 000			50 000
909 655	70-30-78		Matérialisation et Resserement frontière RCA-Cameroun	175 000			175 000				0
904 002	70-30-79		Equipement Police Nationale	25 000	0	0	25 000				0
			Total	1 305 000	646 000	0	1 951 000	50 000	21 000	0	71 000

En milliers de F.CFA

Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Exercice 2003		Total	Fin. Int. B.E.C.	Collectif 2003		Total
				Fin. Extérieur				Fin. Extérieur		
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
8		Justice, Droits de l'Homme et Bonne Gouvernance								
839400		Appui aux tribunaux pour enfants suivi Conv. Droit enfant		72600		72 600		72600		72 600
908 015	80-30-81	Réhabilitation prisons périphériques	20 000			20 000	0			0
906 050	80-30-83	Réhabilitation prison Ngaragba	25 000			25 000	15 000			15 000
905 401	80-30-84	Equipement de la Cour des comptes	20 000			20 000	10 000			10 000
906 079	80-30-85	Réhabilitation des Palais de justice en provinces	30 000			30 000	10 000			10 000
		Total	95 000	72 600	0	167 600	35 000	72 600	0	107 600
9		Communication Réconciliation Nationale Culture Civique								
656 201		Réhabilitation de la Radio	0	0		0	0	0		0
659 001	80-45-01	Forum de l'Unité	10 000	0		10 000	0	0		0
654 011		Equipement ACAP	0	0		0	0	0		0
658 555		Equipement Radio - Télévision - ACAP	0	0		0	0	0		0
656 556	80-45-02	Réhabilitation Radio - Télévision - ACAP	165 830	0		165 830	165 830	0		165 830
653 003		Réhabilitation de la Télévision	0	0		0	0	0		0
652 209	80-45-03	Réhabilitation équipement des stations radios locales	10 000			10 000	10 000			10 000
		Total	185 830	0	0	185 830	175 830	0	0	175 830
10		Postes, télécommunications								
641 001	80-30-34	Projet d'étude de la restructuration du secteur postal	15 000	0	0	15 000	15 000	0	0	15 000
		Total	15 000	0	0	15 000	15 000	0	0	15 000
11		Culture et Francophonie								
829 491	80-30-36	Equipement Département de la Francophonie	10 000	0	0	10 000	0	0	0	0
826 301	80-40-41	Musée pour la femme	10000	0	0	10 000	0	0	0	0
828 031	80-40-46	Réhabilitation du musée de Bouar	11000	0	0	11 000	0	0	0	0
825 501		Proculture	0	40000		40 000	0	0		0
826 033	80-40-47	Création d'un musée Boganda au mausolée de Bobangui	15000	0	0	15 000	0	0	0	0
		Total	46 000	40 000	0	86 000	0	0	0	0
12		Modernisation et Développement de l'Agriculture								
112 005	60-10-12	Développement rural des savanes vivrières (PDSV)	15 000	0	0	15 000	15 000	0	0	15 000
114 100	60-10-14	Ferme agricole de Boyali	0	0	50 000	50 000	0	0	50 000	50 000
114 009	60-10-16	Programme spécial de sécurité alimentaire	100 000	300 000	0	400 000	50 000	200 000	0	250 000
117 010	60-10-18	Appui aux structures rurales en zone cotonnière	0	350 000	0	350 000	0	150 000	0	150 000
118 010	60-10-19	Recherche Agro-Pastorale Savanes Afrique Centrale (PRASAC)	10 000	20 000	0	30 000	10 000	20 000	0	30 000
119 025	60-10-24	Renforcement capacité de l'organe de planification agricole	18 000	0	0	18 000	15 000	0	0	15 000
119 026	60-10-25	Appui à la production des semences vivrières	20 000	0	0	20 000	10 000	0	0	10 000
128 004	60-10-28	Programme Africain de Lutte contre les Epizooties(PACE)	0	260 000	0	260 000	0	0	0	0
424 006	60-10-29	Hydraulique villageoise en zone cotonnière	5 000	0	0	5 000	5 000	0	0	5 000
613 026	60-10-30	Réhabilitation des pistes rurales	0	1 312 000	0	1 312 000	0	0	0	0
128 005	60-10-31	Appui aux organis. profes. secteur élevage (PAOPSE)	0	50 000	0	50 000	0	0	0	0
611 001	60-10-32	Réhab. ouvrages d'art en zone cafière(M-Kadéi-Lobaye)	0	937 500	0	937 500	0	300 000	0	300 000
116 425	60-10-34	Réhabilitation équipt. Délégations développement rural	30 000	0	0	30 000	0	0	0	0
119 029	60-10-35	Formulation de la politique et stratégie maraichère	0	26 000	0	26 000	0	26 000	0	26 000

En milliers de F.CFA

En milliers de F.CFA			Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets		Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
119 426	60-10-36	Relance système permanent des statistiques Agricoles	30 000	0		30 000	20 000	0		20 000
116 003	60-10-38	Réhabilitation du CTDR et du CPA de Ngoulina	20 000	0	0	20 000	20 000	0	0	20 000
129 000	60-40-10	Projet de Promotion pour le Développement de l'agriculture	500 000			500 000	100 000			100 000
		Total	748 000	3 255 500	50 000	4 053 500	245 000	696 000	50 000	991 000
13		Développement de l'Elevage								
128 004		Programme Africain de Lutte contre les Epizooties(PACE)			0	0	0	260 000	0	260 000
128 005		Appui aux organis.profes.secteur élevage (PAOPSE)			0	0	0	50 000	0	50 000
	60-40-28	Equipement, réhabilitation Ministère de l'Elevage	0	0	0	0	7 000			7 000
129 031	60-40-12	Projet Promotion pour Développement de l'élevage				0	400 000			400 000
		Total	0	0	0	0	407 000	310 000	0	717 000
14		Relations avec le Parlement								
906 006	80-30-70	Equipement Ministère chargé des relations avec le Parlement	30 000			30 000	0			0
		Total	30 000	0	0	30 000	0	0	0	0
15		Mines, Energie et Hydraulique								
209 005	60-40-11	Projets de développement du secteur minier(Promotion minière)	1 190 000	0	0	1 190 000	1 190 000	0	0	1 190 000
421 002		Développement eaux souterraines de Bangui	0	1 500 000	0	1 500 000	0	150 000	0	150 000
422 002		4 ième projet Alimentation en Eau Potable (AEP)	0	1 000 000	0	1 000 000	0	50 000	0	50 000
424 005	70-70-21	Programme Eau et Assainissement	20 000	181 500	0	201 500	15 000	181 500	0	196 500
424 009	70-70-08	Program. National d'alimentat° eau , assainis. (MB,HB,BK,MP,LB)	75 000	0	0	75 000	30 000	0	0	30 000
423 010	70-70-09	Approvisionnement en eau potable dans l'Ouham-Pendé	5 000	143 000	0	148 000	5 000	0	0	5 000
423 003	70-70-10	Entretien des installations et extension réseau eau potable	111 000	0	0	111 000	111 000	0	0	111 000
411 004	70-70-11	Etude du site de Dimboui pour aménagement hydroélectrique	10 000	0	0	10 000	5 000	0	0	5 000
		Total	1 411 000	2 824 500	0	4 235 500	1 356 000	381 500	0	1 737 500
16		Famille, Affaires Sociales Solidarité Nationale								
834 003	80-10-16	Renforcement institutionnel D.G. Promotion Féminine	5 000	0	0	5 000	5 000	0	0	5 000
839 013	80-10-13	Genre, Population et Développement	12 000	65 968	0	77 968	10 000	65 968	0	75 968
839 014	80-10-14	Renforcement capacité d'actions sociales et d'urgence	30 000	0	0	30 000	10 000	0	0	10 000
839 016	80-10-15	Appui aux actions d'auto-développement villageois	0	72 600	0	72 600	0	72 600	0	72 600
836 667	80-10-28	Construction équipement centres formation handicapés moteurs et visuels	50 000	0	0	50 000	20 000	0	0	20 000
836 668	80-10-17	Construction équipement Directions régionales	50 000	0	0	50 000	20 000	0	0	20 000
836 095	80-10-18	Réhabilitation locaux jardins d'enfants et garderies	50 000	101 640	0	151 640	50 000	101 640	0	151 640
838 035	80-10-19	Appui institutionnel Direction études planification et statistiques sociales	25 000	0	0	25 000	15 000	0	0	15 000
836 098	80-10-22	Appui lutte contre pratiques néfastes	6 000	0	0	6 000	5 000	0	0	5 000
836 099	80-10-23	Renforcement Organe Nationale de Concertation	5 000	0	0	5 000	5 000	0	0	5 000
838 030	80-10-25	Soutien aux enfants en besoin de protection spéciale	0	145 000	0	145 000	0	145 000	0	145 000
836 101	80-10-26	Equipement de la DGPSA	7 000	0	0	7 000	7 000	0	0	7 000
839 401		Programme pluri-annuel de micro-réalisations	0	47 700	0	47 700	0	47 700	0	47 700
838 031	80-10-27	Appui au Développement et à la vulgarisation technologies appropriées	6 000	0	0	6 000	5 000	0	0	5 000
		Total	246 000	432 908	0	678 908	152 000	432 908	0	584 908

En milliers de F.CFA

En milliers de F.CFA			Exercice 2003				Collectif 2003			
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
17		Education Nationale, Alphabétisation et Recherche Scientifique								
		Education Nationale								
826 004	80-40-10	Réhabilitation éqipt. Etablis. secondaires mobiliers mat. didactiques	100 000	0	0	100 000	75 000	0	0	75 000
826 005	80-40-13	Réhabilitation Equipement écoles primaires mobiliers mat. Didactiques	136 000	0	0	136 000	75 000	0	0	75 000
826 104	80-40-16	Réhabilitation et équipement école à Mobaye	10 000	0	0	10 000	10 000	0	0	10 000
826 302		Construction d'écoles primaires à Bangui	0	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0	0
827 007	80-40-17	Equipement Lycée Technique	30 000	0	0	30 000	15 000	0	0	15 000
823 100		EDUCA 2000	0	300 000	0	300 000	0	100 000	0	100 000
823 102	80-40-21	Education vie familiale et en matière de population à l'école	10 000	49 000	0	59 000	10 000	49 000	0	59 000
828 030	80-40-26	Réhabilitation Bibliothèques et Laboratoires des Lycées	50 000	0	0	50 000	25 000	0	0	25 000
826 031	80-40-27	Construction bâtiments, établissements secondaires	100 000	0	0	100 000	65 000	0	0	65 000
826 034		Promotion éducation filles dans système formels, non formels (NG,UA)	0	174 240	0	174 240	0	174 240	0	174 240
826 106	80-40-33	Réhabilitation école Saint - Paul filles	9 000			9 000	9 000			9 000
828 304	80-40-34	Equipement des Inspections académiques	70 000	0	0	70 000	25 000	0	0	25 000
821 002	80-40-35	Préparation Plan National Education National	20 000	0	0	20 000	10 000	0	0	10 000
828 490		Appui à l'enseignement technique et professionnel	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000
		Total	535 000	2 673 240	0	3 208 240	319 000	473 240	0	792 240
		Enseignement supérieur								
822 026	80-40-30	Réhabilitation et Equipe.de l'Institut Supérieur de Dév. Rural (ISDR)	25 000	0	0	25 000	20 000	0	0	20 000
822 028	80-40-32	Réhabilitation et Equipement de l'Université de Bangui	50 000	0	0	50 000	20 000	0	0	20 000
822 029	80-40-49	Renforcement CENAREST	15 000	0	0	15 000	10 000	0	0	10 000
		Total	90 000	0	0	90 000	50 000	0	0	50 000
18		Sécurité publique								
908 034	70-30-73	Renforcement du Ministère de l'Intérieur				0	30 000			30 000
814 010	80-30-18	Appui à la sécurité civile				0	0	400 000		400 000
908 005	70-30-75	Appui au Programme de remobilisation des policiers				0	0	225 000	0	225 000
904 002	70-30-76	Equipement Police Nationale				0	0	0	0	0
		Total	0	0	0	0	30 000	625 000	0	655 000
19		Commerce, Industrie Promotion Secteur privé								
706 400		Construction équipement de Direction régionale	30 000	0	0	30 000	20 000	0	0	20 000
706 401	80-30-41	Construction Batiment guichet unique	20 000	0	0	20 000	10 000	0	0	10 000
		Total	50 000	0	0	50 000	30 000	0	0	30 000
20		Eaux, Forêts, Chasse, Pêches								
134 001	60-10-40	Protection Forêts de Bangassou	0	450 000	0	450 000	0	250 000	0	250 000
		Communication pour les changements climatiques	0	75 000	0	75 000	0	0	0	0
		Projet Régional Gestion Informat* Environnem. (PRGIE)	25 000	60 000	0	85 000	0	0	0	0
139 008	60-10-44	Conservation et utilisation rationnelle écosystèmes forestiers	0	350 000	0	350 000	0	208 000	0	208 000
138 010	60-10-45	Appui à la réalis. plans aménagements forestiers(Berbérati)	0	732 000	0	732 000	0	643 000	0	643 000
138 011	60-10-46	Appui à l'administration forestière	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	120 000
132 001	60-10-47	Ecosystème Forestier en Afrique Centrale (PDZCV)	0	836 000	0	836 000	0	836 000	0	836 000
139 002	60-10-48	Projets de développement du secteur forestier	1 250 000	0	0	1 250 000	1 250 000	0	0	1 250 000
613 027	60-10-52	Réhabilitation 4 pistes forestières		1 100 000	0	1 100 000		200 000	0	200 000
		Total	1 275 000	3 723 000	0	4 998 000	1 250 000	2 257 000	0	3 507 000

En milliers de F.CFA

En milliers de F.CFA			Exercice 2003				Collectif 2003			
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
21		Environnement, Développement Durable et Economie Sociale								
139 004	60-10-42	Communication pour les changements climatiques	0	0	0	0	0	75 000		75 000
139 005	60-10-43	Projet Régional Gestion Informat* Environnem. (PRGIE)	0	0	0	0	25 000	60 000		85 000
		Total	0	0	0	0	25 000	135 000	0	160 000
22		Développement du Tourisme et de l'Artisanat								
703 003	60-10-06	Mise en valeur du secteur Tourisme	500 000	0	0	500 000	500 000	0	0	500 000
		Total	500 000	0	0	500 000	500 000	0	0	500 000
23		Jeunesse, Sports, Arts et Culture								
817 400		IEC pour chagt. Comport. Santé repro. Adoles/jeunes	0	108180	0	108 180	0	108180	0	108 180
826 410	80-45-05	Equipement ministère jeunesse et sport	25 000	0	0	25 000	15 000	0	0	15 000
825 030	80-45-06	Appui à l'insertion des jeunes et au sport de haut niveau	222 000			222 000	150 000			150 000
825 500	80-45-07	Village Olympafrica de Toungoufara	8 000	87120	0	95 120	8 000	87120	0	95 120
826 105	80-45-08	Réhabilitation Batiments département jeunesse et sport	110 273	0	0	110 273	50 273	0	0	50 273
825 029	80-45-09	Renforcement activités en matière de Jeunesse,Sports	25 000	0	0	25 000	15 000	0	0	15 000
825 501		Proculture					0	40 000		40 000
826 033	80-40-45	Création d'un musée Boganda au mausolée de Bobangui					15 000			15 000
		Total	390 273	195 300	0	585 573	253 273	235 300	0	488 573
24		Santé publique et population								
814003	80-10-35	Santé de reproduction dans les formations sanitaires	30 000	287 267	0	317 267	30 000	287 267	0	317 267
838 032	80-10-36	ACABEF/ Ouaka-Ouham-Bangui	15 000	94 227	0	109 227	15 000	94 227	0	109 227
814 005	80-10-37	Programme élargi de vaccinations	200 000	1 008 934	0	1 208 934	200 000	1 008 934	0	1 208 934
814 006	80-10-38	Lutte contre les MST et le sida	25 000	56 567	0	81 567	25 000	56 567	0	81 567
814 007	80-10-39	Programme national de lutte contre la lèpre	20 000	125 488	0	145 488	20 000	125 488	0	145 488
814 008	80-10-40	Lutte contre les maladies diarrhéiques et le Paludisme	90 000	66 566	0	156 566	90 000	66 566	0	156 566
811 100	80-10-41	Renforcement du SNIS	20 000	9 438	0	29 438	10 000	9 438	0	19 438
814 044	80-10-42	Lutte contre la trypanosomiase	25 000	16 000	0	41 000	25 000	16 000	0	41 000
814 009	80-10-43	Lutte contre l'onchocercose et la druncunculose	25 000	172 427	0	197 427	25 000	172 427	0	197 427
817 012	80-10-45	Nutrition lutte contre troubles dus carence d'iode	10 000	123 000	0	133 000	10 000	123 000	0	133 000
818 014	80-10-46	Développement des ressources humaines	10 000	144 345	0	154 345	10 000	144 345	0	154 345
816 001	80-10-47	Réhabilitation hôpital de l'Amitié	30 000	0	0	30 000	30 000	0	0	30 000
816 002	80-10-48	Réhabilitation station eaux usées hôpital Amitié.	119 210	0		119 210	50 000	0		50 000
818 015	80-10-49	Eau et assainissement	12 000	17 735	0	29 735	12 000	17 735	0	29 735
818 016	80-10-50	Soins de Santé Primaire (SSP)	0	57 047	0	57 047	0	57 047	0	57 047
818 042	80-10-53	Appui au programme sectoriel de santé	0	1 000 000	0	1 000 000	0	0	0	0
818 018	80-10-54	Réhabilitation des infrastructures sanitaires (Centres de Santé)	60 000	0	0	60 000	40 000	0	0	40 000
818 029	80-10-55	Santé des adolescents	10 000	20 000	0	30 000	10 000	20 000	0	30 000
814 045	80-10-56	Lutte contre la tuberculose	25 000	18 545	0	43 545	15 000	18 545	0	33 545
818 037	80-10-57	Appui au programme de santé bucco-dentaire	20 000	4 000	0	24 000	15 000	4 000	0	19 000
818 043	80-10-58	Programme d'appui au secteur Santé	0	2 500 000	0	2 500 000	0	500 000	0	500 000
818 044	80-10-59	Appui Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)	0	0	0	0	0	0	0	0
818 400	80-10-60	Sécurité Transfusionnelle dans les formations sanitaires	50 000	8 000		58 000	25 000	8 000		33 000
814 050	80-10-61	Prévention de la transmission du VIH/SIDA mère-enfant	20 000	120 000	0	140 000	20 000	120 000	0	140 000

En milliers de F.CFA

En milliers de F.CFA			Exercice 2003				Collectif 2003			
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
814 047	80-10-62	Programme Ville Santé	26 000	53 000	0	79 000	20 000	53 000	0	73 000
818 045	80-10-63	Appui au programme de lutte contre le SIDA	0	166 424	0	166 424	0	166 424	0	166 424
812 001	80-10-64	Réhabilitation des Hôpitaux régionaux universitaires	100 000	0	0	100 000	50 000	0	0	50 000
812 002	80-10-65	Réhabilitation C.N.H.U.B	75 000	17 045	0	92 045	0	17 045	0	17 045
812 003	80-50-11	Réhabilitation Pavillon Spécial CNHB	19 600	0	0	19 600	0	0	0	0
811 400	80-10-66	Appui à l'élaboration du PNDS II	30 000	179 448	0	209 448	15 000	179 448	0	194 448
818 440	80-10-67	Appui activités d'IEC pour Changt. Compt. en Santé Repro.	0	53 114	0	53 114	0	53 114	0	53 114
811 440	80-10-68	Surveillance des maladies transmissibles	0	92 565	0	92 565	0	92 565	0	92 565
811 403	80-10-69	Elaboration programme national de lutte contre le Diabète	0	16 940	0	16 940	0	16 940	0	16 940
814 444	80-10-70	Promotion de la Santé	0	40 604	0	40 604	0	40 604	0	40 604
811 402	80-10-71	Elaboration programme national Santé mentale / Toxicoma.	0	9 274	0	9 274	0	9 274	0	9 274
817 427	80-10-72	Préparation aux situations d'urgences et secours	0	23 000	0	23 000	0	23 000	0	23 000
819 431	80-10-73	Accès qualité et usage médicaments esentiels	0	35 574	0	35 574	0	35 574	0	35 574
818 430	80-10-74	Appui à la FACSS	10 000	28 677	0	38 677	10 000	28 677	0	38 677
813 457	80-10-75	Contruction équipement dépôts pharmaceutiques régionaux préfectoraux	75 000	0	0	75 000	50 000	0	0	50 000
819 402	80-10-76	Renforcement capacité d'analyse laboratoire national en réactifs	162 000	0	0	162 000	162 000	0	0	162 000
814 049	80-10-77	Programme Multisectoriel de lutte contre le SIDA	210 000	0	1 500 000	1 710 000	160 000	0	175 000	335 000
		Total	1 523 810	6 565 251	1 500 000	9 589 061	1 144 000	3 565 251	175 000	4 884 251
26		Fonction Pub., Travail, Sécurité Sociale, Insertion Prof.								
906 008	80-30-28	Renforcement du Ministère de la Fonction publique	20 000	0	0	20 000	10 000	0	0	10 000
902 400	80-30-29	Recyclage des agents de l'Etat	10 000	0	0	10 000	10 000	0	0	10 000
819 401	80-30-30	Appui à la sécurité de la Médecine du travail	5 000	0	0	5 000	5 000	0	0	5 000
902 444	80-30-31	Fichier unique du personnel de l'Etat	30 000	0	0	30 000	10 000	0	0	10 000
		Total	65 000	0	0	65 000	35 000	0	0	35 000
27		Equipement et des Transports								
		Equipement								
612 003	70-30-19	Entretien du réseau routier(Fonds routier)	2 909 000	43 000	0	2 952 000	1 205 661	43 000	0	1 248 661
612 006		Bitumage de la route Bossempaté- Baoro- Bouar	0	1 000 000	0	1 000 000	0	0	0	0
612 100		Aménagement route 4° parallèle	0	1 000 000	0	1 000 000	0	0	0	0
612 001		Réhabilitation route Bouar Garoua-Mboulaï	0	10 824 000	0	10 824 000	0	0	0	0
616 029		Construction du pont sur la rivière Lim (UP)	0	1 348 000	0	1 348 000	0	348 000	0	348 000
612 401		Réhabilitation axe routier Sibut - Bambari (PAFR)	0	624 228	0	624 228	0	0	0	0
612 402		Réhabilitation axe routier Bossempaté - Bozoum(PAFR)	0	197 774	0	197 774	0	0	0	0
612 403		Réhabilitation axe routier Bozoum - pont Lim (PAFR)	0	515 000	0	515 000	0	0	0	0
612 405		Travaux de réhabilitation des routes de Bangui	0	4 300 000	0	4 300 000	0	300 000	0	300 000
613 028		Pistes Rurales (Appui au PST 2)						312 000	0	312 000
		Total	2 909 000	19 852 002	0	22 761 002	1 205 661	1 003 000	0	2 208 661
		Transport,Aviation civile								
648 412		Appui au secteur fluvial du Bassin du congo	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000
906 074	80-30-16	Réhabilitation équipements du ministère des transports	20 000	0	0	20 000	0	0	0	0
628001		Appui au PST2-transport fluvial	0	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0	0
		Total	20 000	2 150 000	0	2 170 000	0	150 000	0	150 000

En milliers de F.CFA

En milliers de F.CFA			Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets		Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
		Urbanisme , Habitat								
		Construction de 100 logements économiques (route de Boali)	5 000	0	2 198 000	2 203 000	0	0	0	0
		Réhabilitation des équipements urbains et assainissement (FEU)	110 000	0	0	110 000	0	0	0	0
		Réhabilitation des édifices publics	600 000	0	0	600 000	0	0	0	0
		Création d'une Agence Centrafricaine de Promotion de l'Habitat	0	0	0	0	0	0	0	0
		Construction d'un Stade de 20.000 places à Bangui	200 000	0	7 000 000	7 200 000	0	0	0	0
		Programme de micro-réalisations urbaines à Bangui	0	656 000	0	656 000	0	0	0	0
		Assainis. quartiers Bacongo, Ngouciment, Ouango(THIMO III)	100 000	2 000 000	0	2 100 000	0	0	0	0
		Total	1 015 000	2 656 000	9 198 000	12 869 000	0	0	0	0
28		Reconstruction Edifices Publics, Urbanisme et Logement								
502 004	70-30-08	Construction de 100 logements économiques (route de Boali)	0			0	5 000		2 198 000	2 203 000
508 012	70-30-11	Réhabilitation des équipements urbains et assainissement (FEU)	0			0	110 000			110 000
502 005	70-30-12	Réhabilitation des édifices publics	0			0	600 000			600 000
502 008	70-30-14	Construction d'un Stade de 20.000 places à Bangui	0			0	200 000		2 000 000	2 200 000
503 400	70-30-15	Programme de micro-réalisations urbaines à Bangui	0			0		656 000		656 000
503 015	70-30-74	Assainis. quartiers Bacongo, Ngouciment, Ouango(THIMO III)	0			0	40 000	100 000		140 000
		Total	0	0	0	0	955 000	756 000	4 198 000	5 909 000
29		Economie, Finances ,Budget								
906 002	80-50-02	Construction bâtiment annexe trésorerie générale	20 000	0	0	20 000	15 000	0	0	15 000
906 019	80-50-03	Equipement du Ministère des Finances	15 000	0	0	15 000	10 000	0	0	10 000
909 020	80-50-04	Renforcement de la DGID	30 000	0	0	30 000	20 000	0	0	20 000
909 021	80-50-05	Renforcement Inspection Générale Finances	15 000	0	0	15 000	15 000	0	0	15 000
	80-50-15	Réhabilitation Bâtiment Inspection Générale des Finances	0			0	40 000			40 000
909 022	80-50-06	Renforcement,équipement Services Douanes (DGDDI)	30 000	0	0	30 000	25 000	0	0	25 000
909 023	80-50-07	Renforcement Direction Générale des services centraux	30 000	0	0	30 000	30 000	0	0	30 000
909 099	80-50-09	Redevance pour équipements informatique Finances	375 000	0	0	375 000	375 000	0	0	375 000
909 055	80-50-13	Informatisation du Ministère des Finances	389 000	0	0	389 000	389 000	0	0	389 000
706 402	80-50-14	Souscription au capital BADC	1 000 000			1 000 000	0			0
		Total	1 904 000	0	0	1 904 000	919 000	0	0	919 000
30		Plan, Coopération internationale								
839 028	60-20-02	Amélioration état nutritionnel communautés vulnérables	30 000	470 000	0	500 000	25 000	470 000	0	495 000
839 030	60-20-03	Assistance aux populations victimes de conflits armés	0	3 506 443		3 506 443	0	1 500 000		1 500 000
839 402	60-20-05	Crédits déconcentrés d'intervention	0	200 000		200 000	0	200 000		200 000
901 003	60-20-07	Préparation du recensement général de la population	100 000	917 000	0	1 017 000	100 000	917 000	0	1 017 000
901 004	60-20-08	Elaboration du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté	10 000	140 000		150 000	10 000	140 000		150 000
907 011	60-20-09	Renforcement capacité Division Statistiques	25 000	0	0	25 000	15 000	0	0	15 000
908 024	60-20-10	Renforcement du Ministère de l'Economie et du Plan	45 000	0	0	45 000	35 000	0	0	35 000
908 101	60-20-11	Programme d'Appui à la Politique Economique(PAPE)	75 000	0	1 500 000	1 575 000	75 000	0	200 000	275 000
908 100	60-20-12	Appui au programme de lutte contre la pauvreté	0	500 000	0	500 000	0	50 000	0	50 000
906 101	80-30-77	Equipement division planification régionale	74 000	0	0	74 000	50 000	0	0	50 000
901 200	80-30-78	Fonds d'études et de Préparation de projets	0	100 000	0	100 000	0	45 000	0	45 000
906 100	80-30-79	Réhabilitation équipement division programme projets	35 000	0	0	35 000	20 000	0	0	20 000

En milliers de F.CFA

En milliers de F.CFA			Exercice 2003				Collectif 2003			
Code projet	Code Budget	Ministère de tutelle des projets	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total	Fin. Int. B.E.C.	Fin. Extérieur		Total
				Subvent.	Emprunt			Subvent.	Emprunt	
908 025	50-20-14	Elaboration, Suivi et évaluation du PTI	45 000	0	0	45 000	30 000	0	0	30 000
908 028	50-20-15	Renforcement coordination aides extérieures	25 000	0	0	25 000	20 000	0	0	20 000
909 044	50-20-16	Renforcement du système de planification et pilotage économique	25 000	0	0	25 000	20 000	0	0	20 000
909 045	50-20-17	Appui à l'ordonnateur national du FED	0	262 000	0	262 000	0	262 000	0	262 000
909 046	50-20-18	Renforcement de la coordination nationale du plan	10 000	0	0	10 000	8 000	0	0	8 000
908 104	50-20-19	Suivi evaluation des projets UNICEF	25 000	72 600	0	97 600	15 000	72 600	0	87 600
909 047	50-20-20	Renforcement du SENAREC-RCA	10 000	36 000	0	46 000	10 000	36 000	0	46 000
906 123	50-20-21	Construction parking Département Economie Plan	22 490		0	22 490	22 490		0	22 490
908 105	50-20-22	Coordination Activités en matière de population	10 100	50 101	0	60 201	10 100	50 101	0	60 201
		Total	566 590	6 254 144	1 500 000	8 320 734	465 590	3 742 701	200 000	4 408 291
31		Cour Constitutionnelle								
906 120	80-60-01	Construction salle d'audience	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0
908 032	80-60-02	Equipement de la Cour constitutionnelle	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0
		Total	30 000	0	0	30 000	0	0	0	0
80-60-09	Droits de Douanes Projets		4 000 000	0	0	4 000 000	1 000 000	0	0	1 000 000
TOTAL BUDGET D'INVESTISSEMENT hors droits de douane			16 039 503	52 465 695	12 748 000	81 253 198	10 287 354	14 856 500	5 123 000	30 266 854
TOTAL BUDGET D'INVESTISSEMENT y compris droits de douane			20 039 503	52 465 695	12 748 000	85 253 198	11 287 354	14 856 500	5 123 000	31 266 854